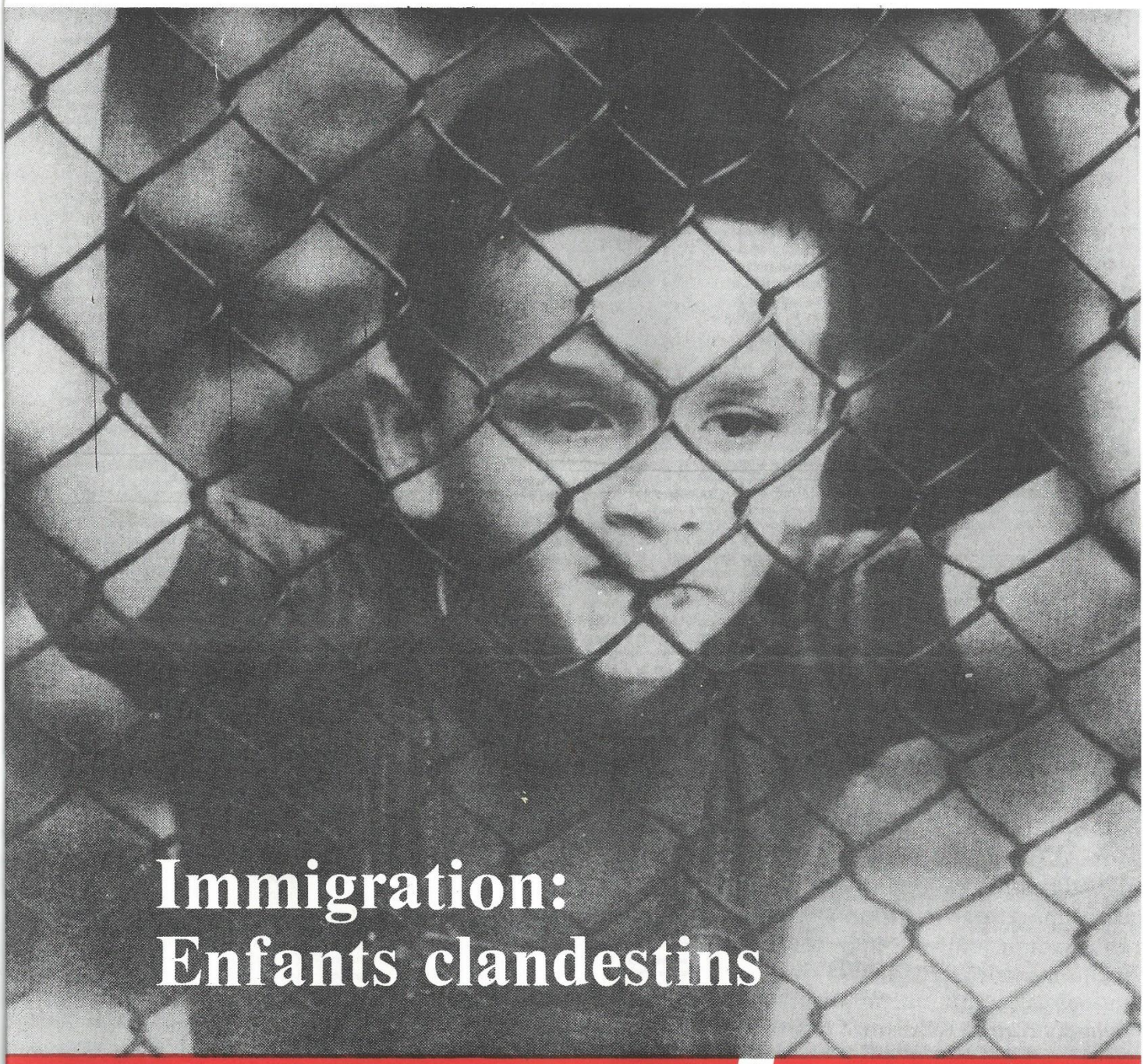
Fr. 2.50

la brèche

n° 442
15 décembre 1989



Immigration: Enfants clandestins

RDA, Salvador, Nicaragua...

Bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier

vingt-et-unième année

Fribourg

«Plus jamais ça!»

Dans la nuit du vendredi 24 au samedi 25 novembre, un groupe de quatre jeunes gens ont agressé trois ressortissants turcs, une rixe s'en est suivie. Mustapha Yildirim sera battu à mort «*dans la partie médiane de la Place du Petit-Paradis*» (*La Liberté*, 5 décembre).

L'enquête menée par le quotidien de Fribourg tend à montrer que l'argument, largement diffusé par les medias, de «l'agresseur turc au couteau» n'est pas fondé:

«*Lorsque le mot couteau intervient dans la description d'une rixe dont l'issue est mortelle, l'inconscient s'empare du mot, transforme l'objet, le pare d'un aspect et de dimensions mythiques. A plus forte raison lorsque c'est un Turc qui détient le couteau. Or, dans les faits, il s'agissait d'un canif.*» (*La Liberté*). *La Brèche s'*est entretenue avec **Alain Boyer**, président de SOS Racisme, afin de définir le contexte dans lequel s'est produit ce drame raciste et de faire le point sur la mobilisation qui s'en est suivie.

La Brèche: ***Comment comprendre le cadre dans lequel s'est déroulée l'agression raciste? Et que révèlent les diverses réactions à ce drame?***

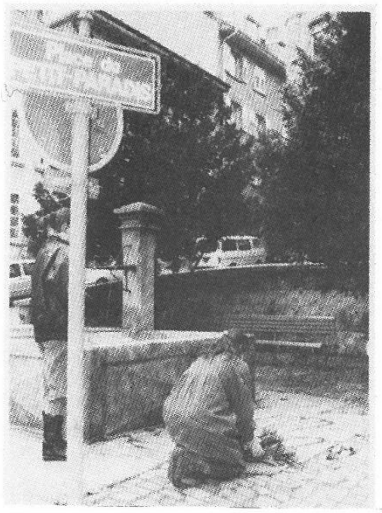
A. Boyer: Le meurtre de Mustafa Yildirim par un jeune apprenti ne soulève pas seulement la question de la xénophobie et du racisme, mais a aussi agi comme révélateur de tout un malaise social dans une couche de la jeunesse et de la population. Dans ce sens, il ne faut pas mettre un signe d'égalité entre les actions préméditées, organisées par des groupes d'extrême droite dans certaines régions suisses alémaniques et le drame qui s'est déroulé dans la nuit du 24 au 25 novembre. C'est précisément pour cette raison que SOS Racisme-Fribourg et l'ensemble des organisations qui ont appelé aux deux manifestations ont mobilisé pour les objectifs suivants: exprimer la solidarité avec les victimes de la violence et avec tous ceux et celles que menacent la violence raciste et les discriminations; faciliter l'intégration de diverses communautés discriminées au sein de la collectivité; engager un dialogue public sur les causes sociales qui trouvent une expression dans le racisme et des actes racistes; demander une législation anti-raciste. Ce n'était donc pas une mobilisation visant un groupe d'extrême droite en tant que tel, mais une mobilisation pour une prise de conscience de ce qu'il convient d'appeler un «problème de société».

Fribourg est une ville qui a connu de fortes mutations dans les derniers quinze ans, avec à la fois des déchirements et une polarisation du tissu social. Ceci s'exprime de diverses façons, que ce soit au travers de la mise à l'écart de couches défavorisées d'origine suisse, ou par la forte marginalisation de communautés particulières (turque, yougoslave, albanaise du Kosovo), pour lesquelles aucun canal d'intégration existe. Les Turcs ou les Kurdes, nombreux, travaillent en grande partie dans les métiers les plus pénibles de l'industrie, dans la restauration, etc. A cela on peut ajouter l'inertie conservatrice de l'administration de la Ville et du Canton qui n'a aucune politique qui tienne compte, par exemple, de l'existence de ces communautés et de centres d'hébergement de requérants d'asile dans la ville.

La Brèche: ***Comment expliquer la manifestation de «solidarité avec l'auteur» (du meurtre) convoquée par un tract signé: «Pour un monde meilleur»?***

A. Boyer: C'est précisément en relation avec ce que je viens de décrire de la situation fribourgeoise qu'il faut comprendre le sens de la manifestation du samedi 2 décembre. Elle était présentée ainsi par le quotidien *La Liberté*: «*Mort d'un requérant d'asile, solidarité avec l'auteur*». Quelque 350 à 400 personnes se réunirent sur la Place de l'Hôtel de Ville. Il existe certainement un aspect spontané dans cette mobilisation où des jeunes travailleurs, pour l'essentiel, se solidarisaient avec leur proche, un jeune apprenti, et exprimaient divers mécontentements, allant du manque de lieux de divertissements pour la jeunesse à des revendications sociales. Il est possible qu'une certaine cohésion de quartier, celui de la Neuveville, qui a subi le choc de transformations immobilières importantes avec leurs effets ségrégatifs, ait favorisé la mobilisation.

Néanmoins, il est plus que probable que certaines lignes de forces de cette manifestation aient été inspirées par des personnes intéressées à banaliser l'acte raciste, à présenter le requérant comme le responsable de la bagarre. L'attaque à la presse, qui a fait un travail d'information sérieux (*La Liberté*), ne s'inscrit certainement pas dans la réaction spontanée de jeunes! Il faut dire que le juge informateur de la Chambre pénale des mineurs, dans sa déclaration du 30 novembre, a affirmé que le meurtre «*aurait pu se produire compte tenu des circonstances à l'encontre de citoyens suisses*». On peut discuter la subtilité de cette formule — dont les implications n'ont peut-être pas été mesurées par le juge et ses concitoyens — mais cette manière de séparer un climat raciste et l'acte facilitait la tâche de ceux qui cherchent à le banaliser. C'est ce que *La Liberté* du 5 décembre 1989 laissait entendre dans un papier introduisant une sérieuse enquête sur la «rixe mortelle».



SOS-Racisme: «Plus jamais ça!»

Nous devons tenir compte de l'arrière-fond social de cette manifestation pour la suite de notre action. Mais nous ne devons pas fermer les yeux sur l'instrumentalisation de ce malaise social par des personnes véhiculant une thématique xénophobe ou raciste.

La Brèche: ***Quelles furent les thèmes qui structurèrent votre mobilisation anti-raciste?***

A. Boyer: Le 26 novembre et le 9 décembre, nous avons mis en avant deux thèmes susceptibles de faire la plus large unité de tous ceux et de toutes celles qui veulent exprimer leur opposition aux manifestations racistes et xénophobes. Le premier thème se résume dans la formule: «*Plus jamais ça!*», avec le but de refuser toute banalisation du meurtre d'un requérant d'asile commis par un jeune apprenti où le «climat raciste» fonctionne comme toile de fond.

Le deuxième thème: «*Pour une protection légale contre le racisme*». Cette revendication a toute son importance dans la situation suisse actuelle, où la «xénophobie officielle» a de profondes racines historiques. Elle vise à sanctionner les incitations au racisme, les délits racistes. L'existence d'une loi anti-raciste permettrait d'ouvrir un débat de société, de rendre plus transparent ce qui relève de l'incitation au racisme.

Elle permettrait aussi que les associations anti-racistes puissent être mandataires, aient la qualité pour agir et défendre les victimes d'actes racistes.

Outre ces thèmes, nous avons aussi organisé une solidarité matérielle avec la famille de la victime, sa femme et ses trois enfants qui vivent en Turquie.

La Brèche: ***Un cafouillage semble s'être produit autour de la convocation de la manifestation anti-raciste du 9 décembre.***

A. Boyer: Effectivement, la manifestation du 9 décembre n'a pas pu se dérouler selon les modalités prévues. Initialement elle était appelée par un nombre très important d'organisations, de partis, de syndicats. Le PDC fribourgeois, le Parti radical, le PS, le Parti chrétien-social, l'UDC, Ecologie et Solidarité, etc. Après la manifestation du 2 décembre, qui avait présenté le drame comme le fruit du «hasard», un flottement s'est exprimé dans le vaste regroupement initial. Les partis de droite, qui s'étaient engagés sous l'impact du drame, étaient à l'affût d'une possibilité de se dégager de leur prise de position. La police, dont des secteurs se caractérisent par des inclinations xénophobes et racistes, a joué immédiatement la carte du «danger de la contre-manifestation». Cela a permis à un représentant du collectif unitaire d'accepter de bonne grâce de décommander la manifestation du 9 décembre. Ce qui arrangeait parfaitement les partis bourgeois. Néanmoins, SOS Racisme, les forces de gauche, les syndicats de l'USS, la CRT, etc. ont maintenu la tenue d'une manifestation. Elle devait traduire notre refus de baisser les bras devant la menace d'une interdiction de manifester, notre volonté de solidarité avec les victimes des discriminations et notre projet d'engager un dialogue dans la société à Fribourg sur le contexte social, culturel et les questions de la xénophobie et du racisme.

La Brèche: ***Quelles tâches prioritaires s'assigne SOS Racisme?***

A. Boyer: SOS Racisme propose à toutes les forces, et cela semble bien être reçu, d'ouvrir une «permanence anti-raciste». Nous existons depuis quatre ans et nos expériences, nos liens directs avec les communautés les plus exclues, nous ont permis de toucher de près tout l'éventail des discriminations qui, rarement, sont mises en lumière. Pour nous, une permanence aurait plusieurs buts: accueillir les victimes de discriminations; communiquer ces informations à la presse, aux diverses institutions; stimuler les contacts entre diverses communautés immigrées (Turcs et Italiens, etc.) et aussi entre Suisses et immigrés; faciliter les contacts entre des services sociaux, des paroisses, diverses institutions et les communautés immigrées, particulièrement les plus exclues. Nous sommes certains que l'activité d'une telle permanence révélerait l'utilité d'une protection légale contre le racisme. Voilà une des tâches les plus immédiates que nous nous donnons. Etant donné les diverses mobilisations qui se sont produites en Suisse romande et en Suisse alémanique, nous espérons que cette approche de la lutte contre le racisme et la xénophobie soit largement débattue. ■

la brèche

Nos tarifs d'abonnement:
sans enveloppe: une année, 55.—; six mois, 30.—; une année, étranger (Europe), 80.—
sous enveloppe fermée: une année, 65.—; six mois, 35.—; une année, étranger (Europe), 100.—
soutien: 100.—
(pays extra-européens: se renseigner auprès de l'administration).
Administration et rédaction:
La Brèche, rue de la Borde 11, 1018 Lausanne
Tél. 021/36 26 16 - ccp 10-25 669-5
Editeur responsable: Ch.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
case postale 13
2500 Bienne 4
tél. 032/22 95 47
case postale 829
2301 La Chx-de-Fds
case postale 28
1700 Fribourg 6
case postale 858
1211 Genève 3
tél. 022/20 68 02
11, r. de la Borde
1018 Lausanne
tél. 021/36 26 16
case postale 82
1020 Renens VD
case postale 1532
2002 Neuchâtel

Cet article reflète le bilan du procès et de la campagne, tiré par le Comité contre le harcèlement sexuel à Genève, qui regroupe des associations de femmes et des syndicats.

Nous avons gagné une bataille, mais pas la guerre...

Le 24 novembre 1989, après environ un an et demi de procédure, d'abord devant le Tribunal des Prud'hommes, puis devant la Chambre d'appel des Prud'hommes de Genève, l'ouvrière de l'entreprise de l'horlogerie Gay Frères SA, qui avait été licenciée suite à son refus de céder au harcèlement sexuel de son chef d'atelier, a obtenu gain de cause dans le procès qu'elle avait intenté à son employeur.

Rappelons que la procédure consistait en une demande de constatation de droit, visant à faire constater par le Tribunal que l'entreprise Gay Frères avait violé son obligation légale de protéger la personnalité de son employée, en ne prenant aucune mesure pour faire cesser le harcèlement sexuel commis par un chef, alors même que des plaintes au sujet du comportement de celui-ci étaient parvenues à sa connaissance.

Comment expliquer cette victoire?

Les éléments principaux qui ont permis d'arriver à ce résultat sont à notre avis les suivants:

1. Le fait que 4 ouvrières en dehors de Maria ont témoigné elles aussi du comportement abusif et — comme le dit la Chambre d'appel — «transgressant largement les limites de la bienséance la plus élémentaire» du chef d'atelier incriminé.

Si en première instance une ancienne ouvrière avait déjà apporté son témoignage, deux nouvelles femmes ont fait des déclarations extrêmement percutantes lors de la procédure d'appel. Ces témoignages ont eu d'autant plus de poids qu'il s'agissait de témoins cités par l'employeur (!), et que les ouvrières en question travaillaient toujours dans l'entreprise et dans l'atelier du chef harceleur. De sorte qu'il leur a fallu un courage certain pour oser parler devant les juges, d'autant plus que certains faits ou propos particulièrement grossiers et humiliants ne sont guère faciles à rapporter.

Grâce au courage de ces femmes, les déclarations de Maria se sont trouvées confirmées, de sorte que l'indifférence ou le scepticisme poli qui les avaient accueillies jusque-là n'étaient plus de mise. On constate une fois de plus qu'il n'est jamais facile d'avoir raison tout(e) seul(e), devant la justice encore moins qu'ailleurs!

2. Comme dans tout procès posant une question de principe dans le domaine des rapports sociaux, les débats et la mobilisation qui se sont développés sous l'impulsion du Comité contre le harcèlement sexuel autour de cette affaire ne sont pas étrangers au résultat obtenu. En particulier, il était essentiel d'arriver à créer et à maintenir un climat d'intérêt et de solidarité avec l'ouvrière concernée, pendant toute la durée de la procédure. C'était d'autant plus important que l'on se trouvait face à un problème qui ne pouvait être résolu sur la base de l'application stricte de la loi, celle-ci ne disant précisément rien sur la question du harcèlement sexuel!

D'autre part, même si le Tribunal avait à trancher un cas particulier, une des tâches du Comité a été de mener une campagne pour faire entrer dans les consciences que le harcèlement sexuel au travail est un problème social. L'impact de cette campagne a pu notamment se mesurer à la manière dont les médias ont traité ce thème récemment, qui est fort éloigné du ton grivois et rigolard qui dominait auparavant lorsque ce thème apparaissait exceptionnellement.

Quelle est la signification de ce jugement?

Cette victoire remportée devant les Tribunaux, outre qu'elle rend justice à Maria — et ce n'est pas rien! — en reconnaissant finalement le bien-fondé de ses plaintes et la réalité du harcèlement sexuel qu'elle dénonçait, et en relevant que son employeur n'avait pas agi comme il en avait l'obligation légale, a également des implications qui vont au-delà du cas particulier.

Tout d'abord, ce jugement signifie que le courage, la détermination, le fait **d'oser dénoncer publiquement un problème jusque-là considéré comme «privé»** peut payer. Dans le même ordre d'idées, il montre que **même sur un terrain aussi peu favorable aux femmes que celui du droit et de la justice**, il peut valoir la peine de se battre, dans la mesure où ce combat juridique s'insère dans une lutte plus large sur le plan social.

D'autre part, sur le plan de la définition de la notion de harcèlement sexuel, ce jugement est important, car il concerne un cas où le harcèlement se manifestait **verbalement** (propositions et propos obscènes, présentation de dessins ou photos pornographiques, questions dégradantes sur sa vie intime, etc.), sans qu'il y ait attouchement ou contacts physiques imposés. Ceci a une portée très importante, car ce jugement rejoint ainsi le point de vue du Comité contre le harcèlement sexuel et des associations de femmes qui dans d'autres pays travaillent sur ce sujet, pour qui la définition du harcèlement sexuel doit englober **toutes** les atteintes, physiques ou verbales, à la dignité des personnes.

Enfin, ce jugement représente (à notre connaissance) la première fois que l'article 328 du Code des obligations (qui prévoit l'obligation pour l'employeur de protéger et respecter la personnalité de l'employé/e) est appliqué à un cas de harcèlement sexuel. La responsabilité des employeurs — dans la mesure où le harcèlement sexuel a été porté à leur connaissance — est ainsi clairement confirmée, ce qui peut favoriser la mise sur pied de politiques de prévention dans les entreprises. On peut aussi supposer que grâce à ce jugement et à la publicité qui lui a été donnée, d'autres employeurs se montreront peut-être un peu plus empressés de prendre des mesures contre d'éventuels harceleurs, pour éviter la mauvaise publicité d'un procès.

Pour une lutte collective

Cela étant, il faut se garder de mythifier ce jugement ou de s'imaginer qu'il règle tous les problèmes. Sa portée juridique proprement dite se limite en effet à la constatation que l'employeur a violé son obligation de protéger la personnalité de Maria.

C'est évidemment une satisfaction morale... mais rien qu'une satisfaction morale! La loi ne prévoit en effet aucune **sanction** à l'obligation prévue par l'art. 328 CO: en particulier, aucune annulation possible du licenciement de la femme harcelée, aucune obligation pour l'employeur de sanctionner le harceleur, etc. Dans le cas particulier, il semble bien que l'entreprise Gay Frères se soit néanmoins débarrassée du chef harceleur... 2 jours avant que le jugement soit rendu (!), mais légalement rien ne l'y obligeait. Ce procès — même gagné — nous renvoie donc clairement à l'insuffisance de la loi dans ce domaine, et à la nécessité de continuer à revendiquer des changements légaux.

Par ailleurs, il faut le dire bien haut, ce succès juridique ne doit pas nous faire oublier que la lutte contre le harcèlement sexuel au travail ne passe pas principalement par les Tribunaux. Le recours à la justice n'est jamais facile — dans le cas particulier, on peut imaginer ce qu'ont représenté ces 19 mois de procédure pour Maria — et, de plus, le système judiciaire individualise les problèmes, alors que la lutte contre le harcèlement sexuel en tant que problème social est une lutte collective. Il s'agit donc de continuer, d'une part à dénoncer publiquement les situations de harcèlement sexuel que vivent les femmes, et d'autre part à chercher des possibilités à l'intérieur des entreprises pour affronter ce problème, le recours à la justice devant rester un dernier recours (sous réserve bien entendu des cas où le harcèlement sexuel prend la forme d'une infraction pénale telle que viol, tentative de viol, etc.). ■

Comité contre le harcèlement sexuel, Genève

La Suisse et les pays de l'Est

Une manne tombée de l'Est?

Laszlo Carreidas

Ce qui se passe dans les Etats dits socialistes du continent est, à bien des égards, fort important pour l'évolution de la Communauté Européenne en termes de rapports de forces internes: entre les Etats membres, entre les patronats et les salariés, mais aussi entre les Douze et les Etats-Unis et le Japon. Ce sont de vastes marchés nouveaux qui devraient s'ouvrir à moyen terme. Les outsiders-partenaires européens de la CE pourront renforcer ou affaiblir leur situation face à celle-ci suivant les billets qu'ils vont tirer dans la «loterie de l'Est». Dans une analyse des relations Suisse-CEE[1], on ne peut donc passer à côté des liens entre la Suisse et les pays de l'Est.

La curée à l'Est

Depuis quelques mois la Communauté, notamment par la bouche de Jacques Delors, a lancé l'idée d'une Europe structurée en trois cercles concentriques. Le centre serait constitué par les Douze, autour duquel graviteraient deux entités: d'une part, les membres de l'actuelle Association Européenne de Libre Echange (AELE) et les pays européens membres du Conseil d'Assistance Economique et Mutuelle (CAEM, nommé aussi COMECON); d'autre part, à la marge, les «voisins» méditerranéens, soit l'Afrique du Nord, la Turquie et la Yougoslavie. Une Banque Européenne de développement devrait être créée comme l'un des instruments de concrétisation de cette politique. Précisons que pour la Communauté, la Yougoslavie — et peut-être demain la Bulgarie et la Roumanie — fait plutôt partie de la ceinture méditerranéenne et que la République Démocratique Allemande (RDA) est reconnue comme relevant des «*affaires interallemandes*».[2]

Les accords de coopération économiques, spécifiques ou généraux, ainsi que les traités commerciaux se multiplient depuis qu'en 1988 les membres européens du CAEM et la Communauté ont signé une déclaration conjointe sur l'établissement de relations officielles entre les deux groupes de pays. Toute sorte «d'aides» alimentaires, économiques ou «politiques», sont actuellement accordées ou négociées. Les créances des Douze envers les pays de l'Est sont en constante augmentation. Mais une chose surprend, lorsque l'on observe de près où en sont réellement les relations économiques, c'est leur modestie. Les seuls gros chiffres qu'alignent les pays dits socialistes face à la CE sont ceux de la **dette publique.** A l'heure actuelle tout l'essentiel, à l'Est, est à l'état de potentiel. Il en découle que les espoirs et les projets à long terme sont incommensurables. Il suffit de citer quelques titres, aussi inquiétants que reflétant cet état d'esprit. «*Taïwan de l'Est: Hongrie, Pologne et RDA éventuels pays d'expansion avant l'an 2000*», titre le *Schweizerische Handelszeitung*. *Cash,* le nouvel hebdomadaire suisse alémanique, qualifie ainsi la RDA: «*16 millions de nouveaux clients*». «*Pays d'essor des sociétés mixtes*», dit le *Journal de Genève*. Mais, parallèlement, l'incertitude est fort grande, à court et à moyen termes.

A quels rythmes vont s'opérer les changements et jusqu'où la bureaucratie actuelle, mais aussi bien l'opposition, vont-elles embrasser le néolibéralisme? Quelles résistances vont se manifester que ce soit du côté de bureaucrates nostalgiques qui ont régné sans partage jusqu'à hier ou du côté des travailleurs qui ne vont peut-être pas ployer l'échine sous les coups de l'austérité et de la libéralisation sauvage? Va-t-il y avoir des explosions peu «contrôlables», pour reprendre le terme si cher à la diplomatie helvétique? Quelle attitude concrète vont adopter les syndicats de la Communauté face aux salariés de l'Est? Quels clivages la question de l'«unité» allemande va-t-elle introduire dans la Communauté Européenne? Autant de questions auxquelles aucune personne sérieuse ne saurait répondre aujourd'hui. Tout ceci explique, au-delà des formules de circonstance, les réserves des classes dominantes à l'Ouest.

Les vertiges de Jacobi

Klaus Jacobi, secrétaire d'Etat au Département fédéral des Affaires étrangères, a donné une interview à l'hebdomadaire *Die Weltwoche*. Six points forts ressortent de cet entretien[3] qui a, une fois n'est pas coutume dans la Berne fédérale, la particularité remarquable d'être des plus explicites:

1. L'intérêt de la Suisse réside dans le respect des accords internationaux liant les grandes puissances et qui ont clos la Seconde Guerre mondiale: «*Nous ne voulons pas que l'équilibre actuel soit menacé par une ouverture abrupte de l'alliance à l'Est, par exemple avec la sortie de la RDA du Pacte de Varsovie*», affirme sans contours Jacobi.

2 Avec quelques réserves pour la RDA, tous les pays de l'Est souffrent d'une carence grave au niveau de leur capacité de production. Ils ne correspondent pas aux standards de qualité de l'Europe capitaliste. C'est d'ailleurs ce qu'affirmait six mois avant Jacobi un représentant de Schindler concernant la difficulté de fabriquer des composants électroniques sur place[4]. La question de la «formation du personnel» est donc prioritaire.

3. Les monnaies de l'Est n'étant pas convertibles, les possibilités d'échanges restent relativement restreintes, pour l'instant.

4. Compte tenu de ces remarques, la Hongrie et la Pologne ne sont pas mûres pour entrer dans l'AELE.

5. Outre le risque de la «perte de contrôle des événements» à l'Est, il y a lieu d'avoir de grandes inquiétudes si la conjoncture économique favorable ne se maintient pas à l'Ouest. C'est, en substance ce que déclare le même jour que Jacobi un porte-parole de von Roll au périodique *Cash*: «*Pour l'heure, nous attendons. Une stabilisation* (sociale, politique) *de la situation* (à l'Est) *est encore nécessaire. Alors nous serons tout à fait prêts à investir.*»[5]

6. La Suisse doit essayer de réaliser l'unité de l'AELE en lien avec la construction de la Communauté, l'objectif étant de préparer la rencontre des deux entités.

En ce qui concerne la position du capitalisme suisse face aux membres européens du CAEM, cela signifie que «*l'intégration sans adhésion*» à la CE, préconisée par le Conseil fédéral, passe par deux options. D'une part, un sérieux renforcement des liens avec les pays de l'Est à la seule condition que ceux-ci «libéralisent» leurs économies et leurs politiques. D'autre part, le déploiement de tous les efforts à portée de la diplomatie helvétique afin que cette «libéralisation» remette en question le plus lentement possible les structures politiques actuellement en place. En outre, c'est un appel à la prudence à l'intention des investisseurs helvétiques, même s'ils sont déjà d'une prudence quasi maladive en la matière.

Le triomphalisme idéologique libéral se mélange donc aux inquiétudes d'un avenir dont les couleurs sont fort incertaines[6]. Ce discours à deux voix, on le retrouve aussi bien dans les propositions de la socialiste, libérale, Yvette Jaggi, qui propose d'établir un «Plan Marshall pour l'Europe de l'Est», que dans les déclarations du soucieux et réactionnaire Klaus Jacobi qui ne veut aider que les «*bons élèves*» en démocratie, (c'est-à-dire ceux qui donnent toutes les assurances aux investissements privés), en passant par les medias, qui ne tarissant pas d'éloges sur le «don», qui **n'en est pas un**, de 250 millions de francs que le Conseil fédéral a fait à la Hongrie et à la Pologne.

Enfin, les mutations à l'Est sont l'occasion, pour les autorités helvétiques, de resserrer leurs liens avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, dans la mesure où ces derniers tendent de plus en plus à prendre une place de choix sur la scène est-européenne, ce qui demande des efforts particuliers de concertation et de coordination entre les pays riches. Ici, l'enjeu n'est pas limité aux pays de l'Est à proprement parler; il s'agit de la «diplomatie financière» helvétique dans le cadre du redéploiement économique international.

Le commerce Suisse-Europe de l'Est

Les statistiques du commerce extérieur de la Suisse (cf. tableau) mettent en lumière trois éléments essentiels. Premièrement, les échanges avec les pays de l'Est sont, à l'heure actuelle, restreints. Cela représente moins de 4% des exportations en 1989, pour 3% en 1981; moins de 1,5% des importations en 1989, en nette régression par rapport au total déjà faible de 1981 (3,6%). Deuxièmement, le solde de la balance commerciale avec l'Est est positif: 1300 millions de francs. Ce n'est pas «inintéressant» étant donné le déficit permanent de la balance commerciale helvétique, déficit qui s'accroît au cours des années 1980. Troisièmement, le commerce avec les Etats européens du CAEM vient loin derrière la Communauté Européenne (57% des exportations et 71% des importations en 1989) et les Etats-Unis (9% des exportations et 6,6% des importations en 1989). Le Japon (respectivement 4,2% et 4,6%) et l'AELE (6,7% et 7%) ont un poids comparable à celui des pays de l'Est, si ce n'est que la nature des échanges avec le CAEM est radicalement différente.

Le commerce avec les Etats dits socialistes a ceci de particulier: il est probablement plus facilement substituable que celui avec les autres ensembles mentionnés; mais en même temps, il représente un potentiel d'expansion qu'aucun autre groupe de pays au monde ne saurait offrir aujourd'hui. Donc, si depuis les années 1970, la Suisse tend à renforcer son commerce avec les plus grands parmi les Douze et avec le Japon et les Etats-Unis au détriment des «petits pays» de la CE et, dans une certaine mesure, des pays de l'Est[7], il serait erroné de simplement prolonger ces courbes pour obtenir une image du futur. Des modifications de tendance, modérées, sont envisageables.

Vers un développement des investissements suisses?

Il est difficile — c'est un euphémisme — de savoir quelle entreprise investit réellement dans l'un ou l'autre des pays de l'Est. Aucune étude

Commerce extérieur de la Suisse 1981-1987-1989
En millions de francs pour les neuf premiers mois des années respectives

	CE	dont RFA	AELE	dont Autr.	Pays Est	dont URSS	reste	dont USA	dont Jap.	Total
Exportations:										
1981	19.100	7.200	3.400	1.700	1.200	300	14.500	3.000	1.000	38.500
1985	24.700	9.600	3.900	1.900	1.800	400	17.000	5.100	1.600	48.700
1989	34.800	12.500	4.100	2.200	2.300	600	20.200	5.500	2.600	61.500
Importations:										
1981	29.500	12.600	3.100	1.700	1.600	1.000	9.400	3.400	1.800	44.800
1985	38.000	16.900	3.800	2.000	1.800	1.000	12.100	3.500	2.200	55.800
1989	49.500	23.400	5.000	2.700	1.000	300	14.600	4.600	3.300	70.100
Solde:										
1981	- 10.400	- 5.400	300	0	- 400	- 700	5.100	- 400	- 800	- 6.300
1985	- 13.300	- 7.300	100	- 100	0	- 600	4.900	1.600	- 600	- 7.100
1989	- 14.700	- 10.900	- 900	- 500	1.300	300	5.600	900	- 700	- 8.600

En 1981 et en 1985, la CE ne compte pas l'Espagne ni le Portugal. La colonne Total ne correspond pas exactement à la somme des autres colonnes, car les chiffres sont arrondis. La colonne pays de l'Est comprend la Yougoslavie. *Sources*: Statistique mensuelle du commerce extérieur de la Suisse, Direction Générale des Douanes.

systématique, du moins disponible, sur la question ne semble exister. Il est en plus pratiquement impossible de connaître les réels détendeurs de fonds de beaucoup de sociétés, helvétiques ou non, qui interviennent dans l'un des Etats européens du CAEM. Selon le *Schweizerische Handelszeitung*, il y a une grande quantité d'entreprises suisses qui participent à des *joint ventures* avec de très petits capitaux, qui ne sont même pas connues dans les associations patronales respectives et dont l'origine suisse des capitaux est souvent incertaine[8]. En outre, la situation évolue très rapidement.

En parcourant un certain nombre de publications, nous avons pu établir une liste qui, tout en étant très loin d'être exhaustive, est révélatrice. Elle permet de comprendre le type de projets qu'ont les grandes entreprises helvétiques. Passons-les en revue:

• **Asea Brown Boweri** négocie la collaboration avec deux firmes polonaises spécialisées dans les turbines à vapeur. Elle a signé une déclaration d'intention avec le Ministre soviétique de l'énergie concernant la modernisation et la transformation de centrales électriques de différent type et la livraison de fournitures pour la construction d'une centrale nucléaire avec Siemens. Parallèlement, le géant helvético-suédois a accordé des licences à des fabricants soviétiques de composants.

• **Holderbank**, le géant du ciment de Thomas Schmidheiny, prendra une importante participation dans deux cimenteries hongroises, en 1990, qui représentent le tiers de la capacité productive nationale de la branche. C'est son premier contrat est-européen. L'investissement n'est toutefois pas énorme, inférieur à 30 millions de francs.

• **Hopf, Hofer-Curti-Gruppe et PCW** vont construire un Shopping Center à Moscou, ce qui représente un contrat de plus de 100 millions de francs.

• **Inthermador** va produire une partie des aliments surgelés de Sandoz, en Pologne.

• **Kompexim**, spécialisée dans le commerce avec l'Est, fabrique et vend des glaces en URSS, au travers de 26 points de vente qui deviendront 100 à la fin de l'année prochaine. L'entreprise va en outre financer la construction d'un hôtel de luxe et de deux centres commerciaux. L'entreprise, qui a quatre sociétés en Union soviétique, en RDA et en Hongrie, va doubler le nombre de ses filiales l'an prochain, en s'installant dans d'autres pays de l'Est.

• **Liebherr** est en possession de 40% du capital d'une société soviétique produisant des grues mobiles.

• **Micafil**, société appartenant à ABB, va livrer deux chaînes de montage à un fabricant soviétique de moteurs, pour une valeur modeste, 10 millions de francs.

• **Nestlé** a annoncé, lors d'une conférence de presse tenue par Helmut Maucher, qu'elle est en train de réaliser sept projets de sociétés mixtes dans les pays de l'Est.

• **Hoffmann-La-Roche** était, en mai 1988, la 1ère société européenne occidentale du secteur de la santé à avoir conclu des *joint ventures* en URSS, en participant à l'entreprise de Diaplus. Cette dernière prépare des tests-diagnostics pour le dépistage du cancer et des maladies infectieuses, notamment l'hépatite et le sida, ainsi que des tests de grossesse. Elle produira pour le marché soviétique puis, dans un second temps, pour plusieurs pays de l'Est. Un accord semblable est en voie de réalisation en RDA.

• **Samata, Marli, Graphic Data Products** (liquidée), **Fincosid** et **Tuorimex** avaient, pour créneau, la revente de matériel électronique nord-américain soumis à l'embargo contre les pays de l'Est. Il est probable que l'embargo va être bientôt levé, ce qui obligera ces cinq sociétés à se recycler.

• **Sulzer**, fabrique, depuis 1986, des composants pour machines-textile, dans les Pays baltes. Elle fournit, à l'URSS également, des fournitures pour séparateurs de centres d'exploitation du gaz naturel et va produire, prochainement, du matériel destiné aux complexes gazochimiques.

• **Warburg-Soditic**, la première société privée suisse de financement, avec son homologue autrichien Girozentrale, a repris la totalité de la société hongroise d'investissements et de conseil en matière de financements, International Investment Agency. Les prises de participation respectives sont de 49% et 51%.

Selon le quotidien *Le Monde*, les avoirs des banques suisses dans les pays de l'Est ne dépasseraient guère 6,5 milliards de francs. Il est probable que les banques attendent, comme le reste de la classe dominante helvétique, de voir comment évolue la situation. C'est vraisemblablement ce qu'entend le Crédit Suisse lorsqu'il affirme à la presse qu'il a «*toujours suivi ses clients*», eux-mêmes en situation d'attente. De même la Société de Banque Suisse s'est bornée à affirmer qu'elle s'intéressait «*de très près aux développements dans les pays de l'Est*». Rien de très substantiel.

Malgré la faiblesse des engagemetns réels, malgré la prudence en matière d'investissements à l'Est, il ne faut pas perdre de vue le fait que la situation progresse très rapidement. Selon la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies, à la fin 1987, on enregistrait 168 *joint ventures* dans les pays de l'Est, engageant des capitaux «occidentaux», dont 19 en URSS. Une année plus tard il y en avait 374, dont 162 en URSS. Moins d'un an après, en octobre 1989, les Nations Unies en recensaient 929 rien qu'en Union Soviétique (environ 40 impliquant des capitaux suisses), 178 en Hongrie (25 impliquant des capitaux helvétiques), 182 en Pologne (7 avec des capitaux suisses). Si l'on s'intéresse non seulement aux *joint ventures* effectifs, mais aussi à ceux signés et qui ne fonctionnent pas encore et à ceux qui sont à l'état de projet, les chiffres sont de l'ordre de trois à quatre fois plus élevés. Les informations indiquées ci-dessus comprennent certainement une bonne partie de ces collaborations déjà signées, mais pas encore réalisées. Selon les milieux intéressés, les difficultés sont de tout genre: manque de locaux, manque de personnel, manque de fournisseurs réguliers, qualité de l'appareil productif à disposition, problèmes légaux et réglementaires inhabituels, etc.[10]

Pour le moment, il est difficile de dire qui, des Etats-Unis, du Japon, de la Communauté ou des outsiders européens va être le gagnant de la course à l'assaut des pays européens du CAEM. La RFA est certes bien placée. Par contre, les mobilisations populaires pour les libertés démocratiques, pour la justice sociale prennent un nouvel essor en RDA, en Tchécoslovaquie, ailleurs demain. Les salariés de ces pays devront faire face à un gigantesque défi: définir les modalités et moyens non seulement de rompre avec les régimes bureaucratiques, mais aussi de définir un modèle socio-économique qui empêche leurs pays d'être transformés en pays dépendants semi-industrialisés de la CEE et du Japon, avec les coûts sociaux et politiques qui en découleraient. ■

---

1. Cf. les articles précédents dans *La Brèche*, n° 430 à 441.
2. *Tages Anzeiger*, 28 novembre 1989, «EG als Kerneuropa. Die Schweiz und der Osten in des äusseren Rängen»; *Le Courrier*, 18/19 novembre 1989, «Mini-sommet des Douze à l'Elysée».
3. *Die Weltwoche*, 16 novembre 1989, «Dann wäre zuviel Blei in den Flügeln».
4. *CH+6*, juin 1989, «La Suisse en Chine et en URSS: sur la pointe des pieds».
5. *Cash*, 17 novembre 1989, «Schweizer Firmen sind vorsichtig optimisch».
6. *Journal de Genève*, 9 mars 1989, «Un plan Marshall pour l'Europe; *Tribune de Genève*, 24 novembre 1989, «Berne n'aidera que les «bons élèves»; *Le Courrier*, 23 novembre 1989, «La Suisse en tête des «donateurs».
7. Société pour la Développement de l'Economie suisse, *Revue des Faits de la Semaine*, 28 avril 1987, «Les principaux partenaires commerciaux de la Suisse en 1986» et tableau ci-dessus.
8. *Schweizerische Handelszeitung*, 9 novembre 1989, «Noch mit Glacéhandschuhen».
9. Cf. *Le Matin*, 31 juillet 1989, «A la conquête de l'Est»; *Tribune de Genève*, 16 janvier 1989, «Des puces passent à l'Est par une filière suisse»; *Journal de Genève*, 29 novembre 1989, «Warburg Soditec et Girozentrale: accord de joint venture en Hongrie»; *Le Monde*, 3-4 décembre 1989, «La Suisse aussi regarde vres l'Est»; *Journal de Genève*, 1er décembre 1989, «Nestlé et l'Europe de l'Est»; CH+6, juin 1989, «La Suisse en Chine et en URSS»; *Schweizerische Handelszeitung*, 9 novembre 1989, «Noch mit Glacéhandschuhen»; *Cash*, 17 novembre 1989, «Schweizer Firmen sind vorsichtig optimisch; *Tages Anzeiger*, 15 novembre 1989, «Holderbank entdeckt Osteuropa».
10. *AGEFI*, 16 novembre 1989, «Commerce avec les pays de l'Est»; *Schweizerische Handelszeitung*, 9 novembre 1989, article cité; *Journal de Genève*, 10 octobre 1989, «Pays socialistes: essor des sociétés mixtes.»

Enfants d'immigré(e)s en Suisse

Choix désespéré entre séparation et clandestinité

Il y a environ 140.000 travailleuses et travailleurs qui, chaque année, entrent en Suisse pour travailler dans la construction, l'agriculture et la restauration-hôtellerie. Ils sont admis dans ce pays avec le permis A, c'est-à-dire celui de saisonnier. On peut supposer que, parmi eux, entre 50 et 65%, suivant les secteurs, sont mariés et ont des enfants. Les conditions inhumaines de leur statut juridique les contraignent, saison après saison, au choix cruel et inhumain de se séparer de leurs propres enfants. Et lorsque leur femme travaille aussi comme saisonnière en Suisse, ils doivent les laisser à des parents, à des amis. Ou bien, il doivent les faire venir, mais alors clandestinement. Ils doivent les cacher dans des conditions souvent invraisemblables pour les soustraire aux yeux de la police des étrangers. Dans quelques cantons, comme Neuchâtel, par exemple, les autorités scolaires acceptent les «clandestins» dans les écoles publiques, séparant ainsi, officiellement, le droit de l'enfant à la scolarisation de son statut juridique en Suisse (comme clandestin, il devrait être expulsé). Dans d'autres cantons, comme Zurich on fait tout pour empêcher leur admission dans les écoles, qu'elles soient publiques ou privées.

L'article que nous publions a été élaboré par le Centre Ecole et Famille des Colonies libres italiennes (CLI). Il aborde particulièrement les troubles psychiques que la vie clandestine ou la séparation des parents peut provoquer chez des dizaines de milliers d'enfants de travailleurs immigrés. Trois cas concrets sont exposés, les prénoms sont évidemment changés, puis une analyse plus générale est faite.

Sandro

Cas A: Sandro, 12 ans, est né en Suisse. Alors que les parents y travaillaient comme saisonniers. A deux mois, Sandro est mis dans une crèche pour bébés suisse, où on s'occupe de lui jour et nuit. Les parents, à l'occasion de leurs fréquentes visites, avaient l'impression qu'il était éteint. Quand Sandro a six mois, étant donné la crise économique en cours, les parents considèrent que leur avenir en Suisse est menacé. Ils décident dès lors de confier l'enfant pour une brève période — c'est du moins ce qu'ils pensaient initialement — aux grands-parents qui vivent en Sicile. Il reste là environ un an jusqu'à ce que ses parents, qui ont la nostalgie de leur enfant, le ramènent en Suisse. Sandro est à nouveau confié à la garde d'une crèche. Il continue à manifester une passivité et une mélancolie extrêmes et, lorsqu'il devient plus actif et exprime sa tristesse par des pleurs et des cris, le médecin lui inflige immédiatement des calmants. A trois ans, il est transféré dans une école maternelle italienne en Suisse où il reste seulement durant la journée. Quand les parents obtiennent le permis annuel, ils peuvent envoyer Sandro au jardin d'enfants suisse. L'enfant se fait remarquer par son comportement inquiet et ses rapports difficiles avec les autres. La responsable s'en plaint presque tous les jours auprès des parents. Plus tard, à l'école, Sandro sera décrit comme un enfant inquiet et ayant des «difficultés de concentration». Il est placé dans une classe spéciale pour enfants qui ont des difficultés de comportement. L'examen psychologique indique des troubles graves dans la formation de l'identité, suite à des rapports affectifs interrompus durant la première enfance. Sandro est dépressif et isolé. Il a des difficultés à percevoir ses propres besoins et n'est pas capable de les exprimer en relation avec son âge.

Nino

Cas B: Nino, 11 ans, est né en Italie. Peu de jours après sa naissance, sa mère rejoint son mari qui travaille en Suisse comme saisonnier, emportant Nino et son frère. La famille vit en Suisse dans la clandestinité. Comme Nino, à l'âge de dix mois, n'arrête pas de hurler et que toutes les tentatives de le calmer échouent, il est ramené à sa grand-mère. Il reste auprès d'elle jusqu'à la fin de sa deuxième année. A ce moment, ses parents, avec son frère plus âgé, rentrent en Calabre avec l'intention d'y rester. Quand Nino a six ans, la situation économique contraint à nouveau le père à l'immigration. La mère, avec ses fils, auxquels s'est ajouté Fernando qui a alors deux ans, séjournent à nouveau clandestinement en Suisse. A ces enfants, on leur apprend à ne pas s'approcher de la fenêtre: «Si tu touches la fenêtre, tu prendras une râclée». Ils ne devaient pas parler à voix haute, ils ne devaient pas jouer en faisant du bruit. S'ils pleuraient, ils étaient punis. Nino fait des crises d'angoisse la nuit, le jour il est apathique et dépressif. Durant quinze mois, il va vivre clandestinement en Suisse. A ce moment, les parents l'envoient dans une école dans son village d'origine en Calabre afin qu'il puisse faire sa scolarité. Il est très malheureux et n'arrive pas à s'intégrer à son nouveau domicile. Après trois mois, il retourne chez ses grands-parents. Six mois plus tard, ses parents le reprennent avec eux en Suisse où il connaît le statut de clandestin durant trois mois, jusqu'à ce que ses parents obtiennent le permis annuel. L'examen psychologique effectué durant cette période dévoile de profondes angoisses, un désir excessif de protection et d'attention de la part des personnes adultes qui sont sa référence. Nino a des doutes considérables sur ses capacités. Il est difficilement capable d'exprimer ses sentiments de façon correspondante à son âge ou de percevoir les émotions qui lui sont transmises. En tant que tel, il dispose d'une intelligence normale (qui devrait permettre une scolarité normale en termes de moyens cognitifs). Mais, comme à neuf ans il ne sait pas encore lire et écrire, il est mis dans une classe pour enfants difficilement scolarisables.

Angela

Cas C: Angela, 19 ans, est née dans l'arrière-pays de Naples. Son père est mort quand elle avait cinq ans. Deux ans plus tard, sa mère vient en Suisse comme saisonnière. Elle prend avec elle Angela qui restera neuf mois enfermée chez elle. Plus tard, la mère trouve dans le village où elle travaille un enseignant qui accepte de recevoir Angela dans sa classe. Sous la menace permanente d'être découverte et d'être, peut-être le lendemain, expulsée de la Suisse, Angela ne réussit pas à s'adaper aux exigences scolaires. Elle en souffre à tel point que sa mère décide de l'envoyer dans une école en Italie, même si, avec son salaire, elle réussit très difficilement à payer l'écolage. Angela y restera trois ans. Elle raconte comment, durant cette période, elle a souffert terriblement de la séparation avec sa mère et qu'elle est devenue «quasiment folle». Quand sa mère reçoit le permis annuel (permis B), Angela peut la rejoindre en Suisse. Ses relations avec ce pays sont cependant complètement imbibées par la peur et le sentiment de menace. Elle voudrait s'en aller, mais elle n'a pas la possibilité matérielle de vivre dans son pays d'origine, n'ayant ni parents, ni possibilités de travail, ni un appartement. Elle souffre de façon aiguë de malaises psychosomatiques

qu'elle cherche à apaiser avec des médicaments.

La clandestinité destructive

Ces exemples montrent la diversité des facteurs destructifs auxquels sont exposés les enfants de saisonniers et qui induisent des troubles psychiques graves et durables. Lorsque les enfants vivent clandestinement en Suisse, les difficultés se manifestent à différents niveaux. On peut schématiquement les énumérer ainsi.

— La menace existentielle: l'enfant perçoit et tend à intégrer le fait qu'il n'a pas le droit d'exister. Chacune de ses expressions normales, spontanées, les rêves et le bruit qu'il fait, ses mouvements, même ses sentiments doivent être réprimés. De plus, ils suscitent au moins des craintes chez les adultes de son entourage (l'enfant doit rester clandestin!). Ceci a des effets paralysants sur l'enfant. Il en découle pour lui l'impression de ne pas avoir le droit de vivre, de ne pas avoir de valeur, de ne pas avoir droit à ses propres sentiments, ce qui conduit obligatoirement à de graves dépressions.

— Parce que sont rabrouées particulièrement les expressions sonores (afin que personne n'entende quelque chose et puisse dénoncer la famille), beaucoup d'enfants vivant dans la clandestinité présentent des troubles dans le domaine du développement du langage. Ceci peut conduire à des inhibitions de la parole jusqu'au mutisme ou au mutisme électif (il reste muet sur certains sujets délicats ou expériences traumatisantes).

— Les enfants qui vivent dans la clandestinité ne peuvent pas connaître un processus régulier d'apprentissage de la sociabilité, puisqu'ils n'entrent pas en contact avec d'autres enfants. Des troubles du comportement social (anxiété, manque d'orientation dans un groupe, incapacité de résoudre des conflits, isolement) en sont la conséquence.

— Les enfants vivant dans la clandestinité manquent de stimulants pour un essor de leurs moyens cognitifs correspondants à leur âge. Ils sont exclus de l'enseignement dans les jardins d'enfants, dans les écoles. Ce manque de motivations, au cours des mois, des années, peut aboutir à des lacunes qui ne peuvent plus être comblées. Ainsi, malgré une bonne intelligence, ces enfants ont souvent des difficultés importantes à l'école.

Des générations en paient le prix

Le saisonnier doit faire face au choix suivant: ou amener ses enfants clandestinement en Suisse, ou s'en séparer. Ceci signifie, dans le meilleur des cas, confier leur éducation à la mère seule ou, si elle travaille en Suisse, les placer dans des écoles (internats) ou les confier à des parents. Ces parents, souvent, après un certain temps, transfèrent la responsabilité de la charge à d'autres parents. L'enfant, dont l'opinion est la plupart du temps ignorée, refait à chaque fois l'expérience d'être, au fond, un poids pour ceux qui l'accueillent. Les enfants traversant des expériences similaires et assistés depuis des années par le Centre Ecole et Famille des CLI sont nombreux. Généralement, ils expriment des troubles dérivant des chocs de la séparation, des difficultés graves quant à la formation de leur identité et aussi des limitations, des blocages affectifs, et un manque de répères sociaux dûs à de nombreux changements relationnels.

Quel que soit le choix effectué par les parents saisonniers, leurs enfants ne seront pas épargnés par de graves problèmes psychiques. Des troubles d'une telle ampleur ont des effets pour toute la vie. Cela est démontré par les expériences de travail avec des adultes qui, enfants, ont vécu une période de leur vie comme clandestins en Suisse. Le sentiment de peur, de menace, de douleur non élaborée représentent aussi à l'âge adulte un facteur de troubles permanents et qui s'expriment souvent au travers de symptômes psychosomatiques (difficultés respiratoires, anxiétés, crampes douloureuses, troubles du sommeil, etc.).

Souvent, il s'agit de personnes apparemment bien intégrées et qui parlent couramment la langue locale suisse parce que dans leur jeunesse ils ont finalement, lorsque les parents ont obtenu le permis annuel, fréquenté pendant un certain temps des écoles suisses. Néanmoins, leurs rapports avec la Suisse sont brouillés de façon durable. Des affirmations comme: «Ici, on peut pas respirer librement» ou «Ici, je ne peux pas être moi-même» en sont l'expression. Ils perçoivent le désir de se sentir protéger dans une communauté sociale où ils se sentent acceptés. Et, souvent, ils projettent ces sentiments vers le pays d'origine des parents, d'autant plus qu'ils ont été confrontés durant toute leur vie au rêve de retour vers leur patrie. Mais, puisqu'à la différence de leurs parents ils n'ont plus de racines là-bas, la tentative de réaliser ce retour se transforme souvent en une amère désillusion et une nouvelle crise. Le sentiment d'être menacé n'est plus fondé sur des facteurs réels, mais intériorisés, et ils le portent avec eux, même quand ils se retrouvent dans leur pays d'origine.

Le fait que les enfants de tels parents sont à leur tour touchés par ces problèmes est particulièrement tragique. Eux-mêmes se trouvent déchirés entre l'exigence d'adaptation de l'école helvétique d'un côté, et leurs parents de l'autre, dont la relation à la Suisse a été marquée par des traumatismes et qui se caractérise dès lors par des peurs et des refus. Les conséquences graves de ce conflit de loyauté (école-adaptation et parents) sur la réussite scolaire sont très connues.

En conclusion: le statut de saisonnier provoque des blessures si profondes que des générations sont nécessaires pour les cicatriser. ■

La Convention de l'ONU sur les droits des enfants et les enfants de saisonniers

L'ONU vient d'adopter une Convention sur les droits des enfants. C'est une première. La presse suisse en a abondamment parlé. La correspondante du *Corriere del Ticino*, analysant la naissance et l'importance de cette convention, soulignait: «*Trois points importants: la protection contre la séparation arbitraire de la famille, le droit à la défense légale pour les enfants inculpés et la protection contre la détention arbitraire.*» Comme dans la très large majorité des articles qui décrivaient cette «grande conquête», la journaliste du quotidien tessinois ne mentionnait pas la Suisse, avec son statut des saisonniers et toutes les injustices qui en découlent pour les enfants entre autres. Par contre, Beat Linger, dans le *Tages Anzeiger* du 17 novembre 1989, souligne les conséquences de deux articles de cette convention pour la Suisse:

«*L'Article 10 de la Convention règle le regroupement familial. (...) Il s'oppose à l'ordonnance fédérale sur la limitation du nombre des étrangers qui impose aux saisonniers, aux travailleurs disposant de permis courts..., l'interdiction de venir avec leurs propres familles. Malgré cette interdiction, des milliers de filles et fils de saisonniers vivent illégalement auprès de leurs parents. Selon l'Article 28 de la Convention sur les droits des enfants, ils devraient disposer du droit à la formation.*»

Cette Convention, unanimement accueillie dans les médias, dénonce de fait les conséquences pour les enfants du statut de saisonnier qui est un élément intrinsèque de la gestion gouvernementale et patronale de la main-d'œuvre immigrée.

Ce n'est donc point un hasard si la Suisse ne ratifie pas cette Convention sur les droits des enfants. Il est vrai que la démocratie suisse n'a pas encore 700 ans... ■

Au carrefour

Les révolutions usent rapidement les dirigeants qui négocient tardivement un «tournant» (*Wende*) et qui espéraient avoir un brillant futur de réformateur, en oubliant que, en ces circonstances, leur passé allait prestement les rattraper et réclamer des comptes (aussi ceux ouverts dans les banques suisses!). En RDA, l'avalanche de démissions — le Bureau politique et le Comité central du SED le 3 décembre; puis 3 jours plus tard Egon Krenz qui doit quitter sa fonction de chef d'Etat et du Conseil national de défense (police); puis la direction de la police; puis la nouvelle dirigeante des syndicats Annelis Kimmel, elle, venait de prendre la place de Tisch, qui est déjà inculpé, en compagnie des autres potentats: Honecker, Mittag (économie), Mielke (police); puis... — représente la partie la plus spectaculaire de la banqueroute du parti-état. La bureaucratie de RDA avait bâtie des arcs-boutants bien particuliers pour étayer son pouvoir: la répression de 1953, la présence des troupes soviétiques, le Mur dès 1961, la militarisation de la société, l'omniprésence de la Stasi (police politique), l'identité imposée entre: parti, état, société-socialiste-allemande. Une brèche était difficile à ouvrir dans la fortification. Mais une fois que la force d'une révolution démocratique balaye la première muraille, la fragilité de l'édifice éclate au grand jour. A tel point que la population pénètre dans les locaux de la Stasi pour tenter de mettre sur la place publique ces archives qui, par définition, devraient rester le secret de la police secrète.

La rigidité du SED a accentué l'effet de brisure. Cependant, simultanément, se révèle aussi sa flexibilité, produit d'un certain ancrage dans la société. Ces deux aspects contradictoires doivent rester à l'esprit pour saisir le sens des opérations effectuées par la nouvelle direction des Modrow (**voir entretien ci-dessous**), Berghofer (maire de Dresde), Gysi (nouveau dirigeant du SED, élu avec plus de 95% des mandats lors de la longue nuit peu ordinaire d'un Congrès extraordinaire). La fragmentation de l'opposition politique organisée accroît, pour l'heure, leurs possibilités de manoeuvrer.

La réunion de la «Table ronde», qui se tint le jeudi 7 décembre, un jour avant le Congrès du SED, démontre à la fois la volonté de Gysi d'endiguer l'opposition et le potentiel d'affrontements politiques à venir. Toutes les forces de l'opposition étaient présentes (de *Neues Forum* à la *Gauche unie*). La Ligue indépendante des femmes a réussi a imposer sa présence avec deux représentantes. Le débat va porter non seulement sur la loi électorale, mais sur les formes constitutionnelles de l'«Etat de droit» à bâtir. Ici vont confluer toutes les questions qui se trouvent à l'articulation des droits démocratiques, sociaux et économiques. Dans ce contexte, une des inconnues importantes reste l'attitude des travailleurs, dans les grands combinats. Vont-ils se donner des instruments propres pour intervenir dans la formation des choix stratégiques de société qui se dessineront dans les mois à venir?

La situation en RDA ne peut pas être discutée sans tenir compte, immédiatement, de la RFA, c'est-à.-dire d'une des trois plus grandes puissances économiques du monde capitaliste. La crise économique en RDA est plus profonde que ce que la statistique officielle le laissait entrevoir. L'accroissement rapide de sa dette extérieure, entre autres envers la RFA, en est un indice. Les propositions faites par Modrow, le 10 décembre, aux quelques 290 directeurs de grands combinats sont parlantes: leur rôle et autonomie seront accrus et ils devront engager de recherches directes de partenaires à l'Ouest.

A quelles conditions? Le patron des patrons ouest-allemands, Klaus Murmann, a immédiatement répondu en insistant sur la nécessité d'accorder des crédits massifs à la RDA (qui profiteront aux industriels de RFA). Une singularité marque l'essor de cette révolution démocratique. D'un côté, dans l'opposition et, y compris dans le SED, un courant significatif cherche à définir les paramètres d'un socialisme démocratique autogestionnaire. De l'autre, le désastre auquel a conduit le régime stalinien et les intérêts d'une couche de la bureaucratie mis en face de la puissance de la RFA rendent de l'ordre du possible une absorption, par paliers, de la RDA dans le marché mondial capitaliste. Un carrefour de l'histoire s'ouvre, ses voies seront certainement plus diversifiées que nos schémas le laissent présager. Réd.

«Une chance d'être partenaire junior»

Hans Modrow, le réformateur ministre-président (chef du gouvernement) actuel de la RDA, joue un rôle décisif dans la tentative de réorganisation du SED face à l'essor d'un gigantesque mouvement de masse et à l'écroulement du régime bureaucratique. Il est fort instructif de connaître ses réflexions, ou du moins une fraction d'entre elles! Il fut soumis à un feu de questions de la part de la rédaction de l'hebdomadaire de RFA, *Der Spiegel* (n° 49, 4 décembre 1989). Dans ses réponses transparaît la triple pression de la rue, de l'opposition et des membres du SED. La tactique du gouvernement de coalition, pour endiguer l'opposition, ressort bien. Une coalition où le SED pourrait même se retrouver comme «partenaire junior», tout en espérant que l'essentiel de l'appareil d'Etat (qu'il contrôle) ne soit pas trop touché. Dans une partie non traduite de cet entretien, H. Modrow souligne la nécessaire collaboration des deux banques d'Etat, de RDA et de RFA. Alors qu'il espérait des élections pour l'automne 1990, la «Table ronde» les a fixées au mois de mai 1990. L'impasse en terme de définition de stratégie économique se traduit sans fard.

Hans Modrow, né en 1928, est entré au SED (PC de RDA, issue de la fusion forcée entre le PC et le PS) en 1949, à son retour d'une courte détention comme prisonnier de guerre en URSS. Il est devenu premier secrétaire du parti dans le district de Berlin-Köpenick (1961-1967), puis dans le district de Dresde. Ses démêlées avec Honecker sont connues. Economiste de formation, il a étudié le managment occidental. Un avantage pour de futures *joint-ventures*! La publication de ce texte s'inscrit dans l'effort d'information que nous avons engagé sur la situation en RDA.

■ *On a l'impression qu'une gigantesque course contre la montre est engagée entre le peuple et le gouvernement.* (...)

H. Modrow — Vous avez raison, une telle course contre la montre existe. Pas seulement en RDA, nous vivons une situation analogue dans d'autres Etats socialistes. Dans cette course, un mouvement s'est dégagé où tous, on le comprend, luttent pour gagner la confiance. Et il faut parvenir à ce que d'autres, qui luttent pour gagner la confiance, comprennent à temps qu'ils doivent prendre leurs responsabilités.

■ *En clair, le SED a embourbé le char et tous doivent maintenant aider à le sortir du bourbier. Mais à quoi tient l'échec de la RDA? Est-ce une conséquence du système ou cette crise n'est-elle qu'un accident de parcours?*

H. M. — Non, ce n'est pas un accident de parcours. Ce sont des questions fondamentales et nous n'en sommes, dans bien des domaines, qu'au début de l'analyse. La racine de ces problèmes doit être cherchée dans les structures et le système social. Il ne s'agit pas simplement de changer un article de la Constitution, mais de définir toute une conception nouvelle.

■ *Mais où est donc l'erreur? Vous avez une planification compliquée...*

H. M. — ... ça oui. Nous avions un système non pas compliqué, mais hyper compliqué. Et maintenant, nous sommes là...

■ *... et vous défaites l'écheveau.*

H. M. — Exactement. Nous devons trouver ce qu'il faut débrouiller. Mais en tenant compte naturellement d'une chose, et c'est là tout le problème: on ne peut pas, pour parler en comptable, fermer les livres et recommencer les écritures à zéro.

■ *Bon, mais il faut savoir quel est le but des réformes pour en fixer les étapes.*

H. M. — Bien entendu.

■ *Et quel est ce but? Une économie de marché ou une économie socialiste de marché?*

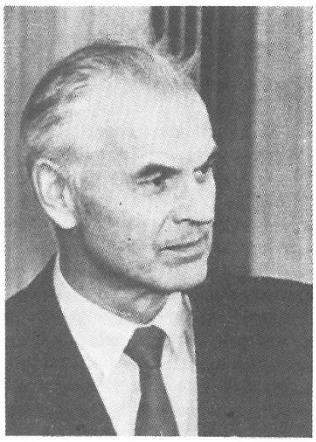
H. M. — Le point de départ pour le définir est dans un certain sens déjà établi. Je peux me référer ainsi à la déclaration de mon gouvernement qui formule certains objectifs d'une économie socialiste. Si je réfléchis dans les termes de vos trusts — et ils ne sont pas peu nombreux, je ne veux faire allusion à personne, pas même à ma visite en RFA...

■ *... à Stuttgart.*

H. M. — ... on sait exactement que des trusts de cette dimension ne peuvent fonctionner sans un plan. Une unité économique de cette dimension en a besoin. Nous ne pourrons pas fonctionner avec des unités économiques — nos combinats — de 60.000, 70.000 employés ou même de 30.000 ou 40.000 sans qu'il y ait une planification

■ *Mais la différence est de taille entre un plan décidé par l'Etat qui fixe ses directives aux entreprises et un plan décidé par ces entreprises elles-mêmes, qui doivent évidemment tenir compte en dernier recours de la régulation du marché, parce que sinon elles y perdent tout simplement.*

H. M. — Exactement, et c'est justement ici que je parle de transitions. On ne peut pas abolir quelque chose du jour au lendemain. L'Etat est dans une position dont il ne peut sortir. Mais il doit en même temps faire un pas pour que les combinats aient une toute autre autonomie afin d'agir et de travailler plus efficacement que jus-



Hans Modrow

qu'ici en fonction des marchés.

■ *Mais il vous fait pour cela exposer des combinats au marché.*

H. M. — En effet.

■ *Mais quand vous entendez vos nouveaux amis de RFA, qui affluent vers vous, vous répétez qu'il faut introduire une économie de marché, que sans cela ça ne va pas — ce que disent les hommes d'affaires de RFA — que répond Modrow?*

H. M. — Laissons de côté ces nouveaux amis, ce n'est pas exactement cela. Modrow dit qu'il part de l'idée que nous devons construire une économie orientée vers le marché. Nous n'avons pas d'autre choix. Et Modrow pense que les conceptions de la propriété du peuple, de la propriété mixte, des *joint-ventures* et tout ce que nous offrons actuellement sont praticables et possibles.

■ *Comme transition ou pour toujous?*

H. M. — Il faut d'abord faire des expériences. C'est inévitable et nous offrons toutes les sécurités.

■ *Votre Déclaration de gouvernement loue «l'esprit d'entreprise socialiste». C'est quoi ça?*

H. M. — Les combinats doivent savoir s'orienter différemment sur le marché et ceci exige un esprit d'entreprise. A quel prix? La première question doit être: quel profit vais-je en retirer? Et non pas comme jusqu'ici: j'ai un plan avec ses différents objectifs et si je réussis le slalom dans le grand dédale de ces chiffres, je m'en sors. Il faut en finir avec cela.

■ *Mais si vos cadres se comportent comme vous le souhaitez, il faut un propriétaire privé qui dispose des moyens de production et veille à ce que ses cadres agissent selon l'efficience des coûts et en toute conscience du marché.*

H. M. — Je ne crois pas que ceci soit indispensable. Prenez l'exemple de l'Autriche ou d'autres Etats. (...) Je pense au Japon. Même dans les conditions de la propriété privée qui prévalent là-bas, les gens sont pris dans la question centrale que pose l'ouverture du marché: je dois produire de la qualité, je ne peux pas tenir sur le marché sans qualité. C'est la philosophie que j'ai appris à connaître chez Sharp ou Toshiba. Nous devrions quand même nous demander davantage si cela n'est pas aussi possible dans nos conditions sociales, puisque la propriété est celle du peuple, de ceux qui produisent. Vous direz peut-être que ce sont des rêves, des idéaux: mais on ne fait rien sans rêves et sans idéaux, même pas comme chef de gouvernement.

■ *Mais cette économie japonaise, sans doute la plus efficiente du monde, repose tout de même sur la propriété privée des moyens de production.*

H. M. — Certes. Mais la RDA a de bonnes chances parce qu'il s'agit d'une économie socialiste qui — en dépit de toutes les questions posées — a une capacité de rendement, un niveau élevé non négligeable parmi les Etats socialistes. C'est notre chance.

■ *Si vous introduisez des éléments de marché et voulez y habituer vos combinats, vous devez libérer les prix. Et si vous libérez les prix, vous devez supprimer les prix subventionnés. (...) La population voit venir une économie plus libre dont elle n'attend que des avantages. Mais vous devez répondre et expliquer: vous en aurez d'abord des désavantages. Les aliments de base seront plus chers, les loyers aussi. (...)*

H. M. — Toutes ces questions ne se posent pas dans notre conception immédiate, directe. En matière de subventions d'abord, nous ne réduirons pas tout à zéro. Il n'en est nulle part ainsi.

■ *Même pour les fleurs du marché?*

H. M. — On peut commencer tout de suite avec les fleurs du marché. Je parle de la part dont les citoyens, surtout âgés, ont besoin pour se sentir en sécurité.

En d'autres termes: nous ne commencerons pas par les aliments de base.

■ *Pourtant, pour rétablir l'état des immeubles à un niveau élémentaire, vous devriez quadrupler les loyers. Peut-on vraiment réaliser cela dans un processus de consensus démocratique?*

H. M. — Il n'est pas question de quadrupler les loyers. Mais ici encore, je pars du point de vue que la population a abondamment débattu du problème des loyers. Nous avancerons ici tranquillement et par étapes, et nous devrons respecter certaines limites pour ne pas charger les familles avec enfants, par exemple.

■ *Ne devriez-vous pas aussi compter avec du chômage si vous voulez tenter une réelle économie de marché?*

H. M. — Je pars d'abord du fait que nous manquons de main-d'œuvre et que nous employons de ce fait des travailleurs étrangers.

■ *Avant tout parce que chez vous la productivité est si mauvaise.*

H. M. — Vous avez dit le mot-clé, mais c'est d'abord un fait. La question est la suivante: qu'en sera-t-il demain? Si je pouvais dire, pour m'en tenir à mes habitudes sportives, qu'on va sauter sur un trampolino et qu'en nous tenant bien droits, nous allons sauter haut et atteindre la productivité du travail nécessaire, ce serait trop beau. Mais comme économiste, je sais bien que ce sont des choses qui ont besoin de temps.

■ *Votre appareil administratif est gigantesque et cache un résevoir de main-d'œuvre. La «Stasi (police politique) à la production», crie le peuple.*

H. M. — Vous avez entendu que le chef de la Sécurité Nationale vient d'annoncer une réduction de 8000 postes dans ce domaine.

■ *Sur combien?*

H. M. — Je dois vous dire franchement que là, vous prenez un novice au dépourvu. Il faut que je le demande. Je ne suis en fonction que depuis deux semaines et demi.

■ *L'appareil du parti doit aussi être élagué. Que peut-on épargner là?*

H. M. — Ici encore, il faut aussi tenir compte de la question sociale. On ne peut pas économiser sur le dos de gens qui ont fait pendant des années leur travail et leur devoir. Tout cela demande des transitions. Mais si je prends l'exemple de mon ancien champ d'activité à Dresde, je pense que l'ordre de grandeur serait la moitié.

■ *Au total? Aussi dans les autres districts?*

H. M. — Dans le parti, oui. Dans l'appareil d'Etat, je pense que les proportions seront moindres.

■ *Beaucoup de gens en RFA pensent qu'il est temps de saisir les changements en cours pour faire des réformes radicales.*

H. M. — Je sais comment on voit la RDA en RFA. Mais il faut aussi partir du point de vue suivant: dans notre pays existent des forces politiques qui veulent aussi être partie prenante. Les gens du *Neues Forum* commencent à réfléchir à des réformes économiques. La direction du Parti libéral-démocratique en a aussi parlé le week-end dernier. Chacun articule des propositions nouvelles et pose de nouvelles questions. Il sera nécessaire de réunir à nouveau la coalition pour nous entendre sur ce point. D'autres forces encore avancent leurs idées. Si nous nous mettons maintenant à accélérer le rythme auquel elles s'attendent, d'autres vont venir et dire: on ne nous a pas consultés, nos réflexions et nos idées sont restées à l'écart. (...)

■ *Les prochaines élections se tiendront quand?*

H. M. — Je compte que nous ne devrions en aucun cas les tenir avant l'automne 1990, et ceci pour deux raisons: les citoyens doivent avoir la possibilité de suivre et juger les anciennes forces établies, leur processus de réévaluation et leurs nouvelles conceptions, et il faut d'autre part laisser aux nouvelles forces la possibilité de s'établir.

■ *Le SED doit surtout avoir le temps de surmonter sa crise de confiance.*

H. M. — C'est ce que j'ai dit au début de cet entretien.

■ *Si les élections étaient ce dimanche, quel pourcentage obtiendriez-vous à votre avis?*

H. M. — Ce n'est plus un secret depuis que les sociologues de RDA ont publié leurs résultats. Ils parlent de 19-20%.

■ *Pouvez-vous imaginer une situation, après les élections, où vous seriez soit le partenaire junior d'un gouvernement de coalition, soit dans l'opposition?*

H. M. — Nous avons une chance en tout cas d'être un partenaire junior.

■ *Vous avez dit «partenaire junior»? D'aucuns en auront le souffle coupé. Et qui serait le senior à votre avis?*

H. M. — On verra. C'est à mon avis encore difficile à dire. Je ne pense pas qu'une majorité s'établira en RDA aux premières élections. Ce sera un régime pluripartiste. Il se dessine déjà. Nous avons cinq partis et la discussion s'engage: comment continuer, faut-il rester dans les fractions existantes du Parlement, y en aura-t-il d'autres? Nous en aurons peut-être même 15. Vous pouvez faire le calcul: si le gâteau doit être divisé entre quinze, qui aura les 51% fatidiques?

■ *Voulez-vous une loi électorale avec un quota qui assure au SED un certain droit de survivre et peser dans la situation, comme en Pologne?*

H. M. — Si vous me demandez ce que je souhaite, je vous dirais: oui, volontiers. Mais si je pars de la situation réelle, il me faut être plus modeste. Nous aurons une loi électorale à laquelle toutes les forces de la Table Ronde auront contribué. Nous ne discuterons pas d'un quota, mais bien de la situation qui a provoqué cette loi électorale.

■ *D'élections générales, libres et égalitaires sans quota.*

H. M. — Exactement, ces principes.

■ *La voie polonaise est donc dépassée?*

H. M. — Ce qui se passe chez nous et la manière dont tout cela a commencé n'est pas le modèle polonais. Si le terme de Table Ronde vient de Pologne, ce n'est pas pour autant le modèle polonais. ■

Le Conseiller fédéral Kaspar Villiger est-il vraiment capable de tirer des leçons de l'histoire?*

Ne faites pas d'histoires!

Le contraste ne pourrait pas être plus grand: d'un côté le chef du Département militaire fédéral Kaspar Villiger qui fait campagne pour le réexamen de l'histoire de la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale, de l'autre l'industriel Kaspar Villiger qui aimerait faire oublier l'histoire récemment révélée de l'entreprise familiale Villiger.

Les faits démentent Villiger-le-crédule

Lors de sa première apparition devant le Conseil national en septembre 1988, Kaspar Villiger, avec son air de sympathique jeune homme un peu gauche, avait déclaré: «*Nous croyons que les jeunes ont un certain* (?) *droit à recevoir une information factuelle honnête sur cette époque* (1939-1945).» Mais six mois plus tard, il devait demander une semaine de réflexion à la radio suisse alémanique qui s'apprêtait à révéler, lors de sa fameuse émission du 23 mars 1989, les relations intimes de l'entreprise Villiger & Fils avec l'Allemagne nazie. C'est donc après mûre réflexion qu'il put déclarer à l'occasion de cette émission: «*Si ces soupçons devaient être confirmés, alors pour moi c'est un monde qui s'effondrerait... Ce n'est en tout cas pas moi qui refuserait de corriger ma vision de l'histoire, si les faits démentaient clairement ce que j'avais cru jusqu'ici.*»

Les faits que la radio suisse alémanique avaient révélés étaient on ne peut plus clairs: distinction de l'usine Villiger de Munich comme usine nazie modèle; rachat à bas prix d'une entreprise juive; omissions et embellissements variés de l'histoire dans une chronique de l'entreprise publiée par Kaspar et son frère Heinrich.

La *NZZ* et le parti radical s'empressèrent de faire de l'affaire Villiger & Fils une affaire Radio suisse alémanique. Une plainte pour violation de la concession de la SSR était déposée devant l'instance indépendante de recours. Les autres médias firent consciencieusement silence sur les révélations de la radio suisse alémanique. Le 22 septembre, la *WoZ* publiait le résultat de ses propres recherches: non seulement les révélations de la radio étaient confirmées, mais le portrait des deux capitalistes suisses, Max et Hans Villiger, respectivement le père et l'oncle de Kaspar, se précisait.

En 1932, ils avaient encouragé le directeur de leur usine de Munich à adhérer au parti nazi, tout en s'empressant de le lâcher en 1945. Après le déclenchement de la guerre, ils avaient produit en masse des cigares pour la Wehrmacht et transporté en Suisse du tabac acquis pour un rien aux Pays-Bas.

A un détail près

Comme le Conseiller fédéral Kaspar Villiger avait déclaré, le 8 août, lors des cérémonies d'ouverture de Diamant, la commémoration de la mobilisation de 1939, qu'il fallait «*tirer des leçons de l'histoire*», la *WoZ* lui a demandé quelles leçons il avait tirées, lui, de l'histoire de l'entreprise de sa famille. Comment a-t-il réagi? A-t-il admis les faits et reconnu, tardivement mais lucidement, que le comportement de sa famille avait été banal dans la Suisse de l'époque, et que c'est justement cette effrayante banalité qu'il s'agissait aujourd'hui d'examiner? Nullement. Il a préféré se taire et répondre:

«*Tout l'ensemble de questions touchant à l'entreprise Villiger est soumis pour le moment à des recherches.*» Celles-ci seront achevées à la fin de l'année et il se réserve «*de prendre position en temps opportun, de la manière qui me paraîtra appropriée*».

L'enquête de la *WoZ* a établi que le mandat d'effectuer ces recherches a été confié à une «Société pour l'histoire des entreprises» de Cologne, qui n'est guère connue des historiens professionnels. La directrice des recherches, Beate Brüninghaus, a déclaré que Heinrich Villiger avait l'intention de publier les résultats sous forme imprimée. On ne devrait donc pas pouvoir compter sur une prise de position de Kaspar Villiger avant mai 1990, soit une année après l'émission.

Que le Conseiller fédéral Kaspar Villiger a de la peine à appliquer lui-même sa recommandation de «*tirer les leçons de l'histoire*», est apparu dans une interview qu'il a accordé au *Beobachter*, parue une semaine avant qu'il communique par écrit à la *WoZ* qu'il n'entendait pas se prononcer publiquement sur l'affaire Villiger & Fils

Le journaliste du *Beobachter* lui demandait si les débats des historiens des derniers mois n'avaient pas «*aussi révélé quelques aspects désagréables et inconnus jusqu'alors de notre histoire récente.*» En effet, Villiger venait de déclarer à la cérémonie de clôture de Diamant: «*Diamant a renforcé et aiguisé notre conscience de notre histoire.*»Il répondit au *Beobachter*: «*Je le conteste. Mis à part quelques détails, rien n'a été dit ou écrit qu'on ne savait pas déjà.*» (*Beobachter*, n° 22/89)

Les parallèles entre Kaspar Villiger et son prédécesseur, Madame Kopp, sont tout à fait frappants. Tous les deux essayent d'effacer les liens de leur famille avec l'Allemagne nazie, tous les deux se révèlent non disposés, ou incapables, d'apprendre.

Nous livrons un nouveau fait jusqu'ici inconnu: le journal schaffhousois *Grenzbote* (voir la reproduction ci-contre) était l'organe du Front national pro-nazi. Au printemps 1940, même les partis bourgeois réclamaient son interdiction. Dans le numéro du 20 septembre1940, le *Grenzbote* reproduit sur sa première page le fameux discours d'adaptation du Conseiller fédéral Marcel Pilet-Golaz, justement. Le journal venait en 3 mois de passer son tirage de 1500 à 1800 exemplaires. Dans ce numéro comme dans d'autres, on trouve une publicité pour les cigares Villiger Rio 6. Or sur la même page, juste au dessus, le journal rappelle à ses lecteurs: «*Les commandes d'impression, même les plus modestes, à notre imprimerie, sont un soutien à notre mouvement dans la lutte pour la cause nationale.*» C'est donc que la «cause nationale» tenait à cœur aux Villiger pour qu'ils passent de la publicité à un petit journal fasciste. Il est vrai qu'ils pouvaient faire de gros profits dans la «grande Allemagne nazie».

Secrets d'Etat ou Swissnost

Depuis de nombreuses années, les journalistes de la SSR ont pris l'habitude de publier sous forme de livres la matière de leurs émissions. Ainsi l'actuel directeur de la radio, Andreas Blum, était coauteur, en 1975, d'un livre fondé sur une émission consacrée aux prisons. En ce moment, on trouve en librairie un livre des journalistes de la fameuse émission d'actualités, Kassensturz, dans lequel ils rapportent les manœuvres variées pour discréditer leur émission. La publicité pour le livre le dit «*révélateur et informatif*»; le livre révèle «*ce dont le public n'est jamais informé.*»

Pareillement les journalistes de la radio ont prévu avec un éditeur un livre à partir de leur émission sur l'entreprise Villiger & Fils et l'Allemagne nazie. Mais la direction de la SSR les a censuré. Une lettre des auteurs à leur éditeur rapporte que la direction générale de la SSR estime qu'«*il n'est pas dans l'intérêt de la SSR que la controverse se prolonge*». Jusqu'à la décision de l'instance indépendante de recours en tout cas, la SSR a mis sous scellés le matériel de l'émission. Questionné, un des auteurs, Peter Métraux, a expliqué que la SSR estimait que «*l'émission a acquis un poids disproportionné par rapport à son contenu*» (sic) et que la SSR «*ne souhaite pas contribuer encore davantage à en déformer les proportions*». Peter Métraux semble douter que la direction de la SSR change d'avis si le jugement de l'instance indépendante de recours déboute la plainte (le jugement devrait être prononcé l'année prochaine), car il fut conseillé à l'éditeur de chercher d'autres auteurs.

Ce que la SSR appelle «*son intérêt*» lui est donc plus important que sa tâche d'informer le public, et que le droit de ce public à recevoir des informations détaillées. C'est là un scandale. Seule une toute petite minorité de Suisses a entendu l'émission du 23 mars 1989. Manifestement tant l'histoire de l'entreprise familiale Villiger, que la conception de l'histoire de Kaspar Viliger, sont devenus des secrets d'Etat. Effectivement, où irions-nous si on pouvait publier les tentatives de falsifier l'histoire et le manque de conscience du Droit et de l'Histoire, de Madame Kopp et de tous ses successeurs. En effet, k.a., chroniqueur de la *NZZ*, ne prévoyait-il pas le 31 mars 1989, une semaine après l'émission Villiger, «*une pénurie de candidats possibles*». ■

Grenzbote Wochenzeitung der Nordost-Schweiz

Kampf um die nationale Sache

DRUCKEREI FREUDENFELS SCHAFFHAUSEN

Heute, Freitag, 20. September, 20 Uhr, in der Wirtschaft zur „Freudenfels", Safrangasse 8, Schaffhausen

VORTRAGS-ABEND

Es spricht WERNER MEYER

Zutritt für Mitglieder und Interessenten.

Nationale Gemeinschaft des Kantons Schaffhausen

Beilen

Theo Nil

Vervielfäl

Züric

Rio 6 ist ganz famos u. kostet 60 Rp. blos!

Rio 6 villiger

* Cet article est une traduction-adaptation d'une courte étude de Giaco Schisser, parue dans la WoZ, n° 48, 1er décembre 1989. *La Brèche* avait publié un dossier sur l'affaire Villiger, rédigée par Flurin Condrau dans son n° 438 du 20 octobre 1989.

Entretien avec Michel Warschawski:

Deux ans d'Intifada

L'Intifada est entrée le 9 décembre dans sa troisième année. Pour faire le bilan des deux années passées, nous nous sommes entretenus avec notre camarade **Michel Warschawski.**

Rappelons que Michel Warschawski est en procès depuis plus de deux ans, accusé sans fondement d'avoir collaboré avec une organisation «terroriste», c'est-à-dire membre de l'OLP. Le jugement vient d'être rendu: tous les principaux chefs d'accusation ont été abandonnés; mais Michel Warschawski a été condamné à 30 mois de prison, dont 20 ferme, pour avoir refusé de dénoncer la personne qui a apporté au *Centre d'information alternatif* qu'il dirige un manuscrit, attribué par les enquêteurs au FPLP, et décrivant les manières de réagir face aux interrogatoires et tortures partiquées par les services secrets israéliens. Michel Warschawski a bien entendu fait appel contre ce jugement inique, dénoncé par une large part de la presse israélienne. Une campagne internationale se développe pour exiger l'acquittement de Michel Warchawski. *La Brèche* vous invite à écrire à l'Ambassade d'Israël pour exiger l'acquittement de Michel.

La Brèche: ***Quel bilan peut-on faire de l'Intifada, deux ans après son commencement?***

M. Warschawski: L'Intifada n'a rien perdu de son soutien populaire. Les consignes données deux fois par mois dans les communiqués de la Direction centrale unifiée de l'Intifada sont respectés à 100%; les confrontations avec les forces militaires, si elles sont moins spectaculaires, sont au moins aussi nombreuses, si ce n'est pas davantage, qu'il y a un an.

La répression a par contre profondément changé. Il y a une escalade. Le soldat israélien a reçu l'ordre de tirer dans toute une série de cas, où, dans le passé il était interdit de se servir d'armes. Les résultats sont là: le nombre de personnes, et surtout d'enfants, tués au cours des 6 derniers mois est le double des victimes des 6 premiers mois. Le nombre des prisonniers politiques reste en permanence de 8 à 10.000. L'armée vient de demander des crédits pour doubler les capacités des centres de détention!

Un autre changement important, politique lui, s'est produit au sein du mouvement national palestinien. Au début de l'Intifada, on a pu craindre une certaine cassure entre l'OLP de l'intérieur et l'OLP de l'extérieur, pouvant être utilisée par les autorités israéliennes. Rien de cela n'est arrivé, au contraire. On a par contre aujourd'hui l'impression qu'il existe un certain déphasage entre la direction centrale (intérieure et extérieure confondues) et ce qui se fait sur le terrain. La direction a conservé tout son soutien populaire. Mais une autonomie très large est laissée aux localités, ce qui ouvre la porte à de possibles évolutions centrifuges de l'Intifada. Une illustration de cette réalité est l'apparition de groupes partiellement autonomes, comme les «Panthères noires» à Naplouse qui, tout en étant partie prenante de l'Intifada, développent des actions se situant parfois à la limite de la semi-délinquance. C'est le prix que paie l'Intifada pour deux ans de répression très dure: un génération entière de cadres, qui ont dirigés l'Intifada durant les premiers mois, a été en partie décimée.

La Brèche: ***Comment ont évolué les réactions face à l'Intifada au sein de la société israélienne?***

M. Warschawski: Il a fallu un certain temps pour que la société israélienne comprenne que l'Intifada n'était pas une série de manifestations qui finiraient par s'arrêter, mais une nouvelle façon de vivre l'occupation.

Une fois que ceci a été compris, une position attentiste a prédominé dans de nombreux milieux pacifistes, l'illusion qu'une solution négociée allait être imposée, par exemple par Washington. Aujourd'hui, la déception est à la mesure des illusions. Une certaine fatigue s'exprime, et l'engagement pour une solidarité à long terme est difficile.

Mais l'Intifada a provoqué un changement absolument décisif: tout le monde est conscient en Israël que la situation actuelle ne peut plus durer. Cela se traduit par une polarisation politique accrue. D'un côté, il y a une minorité importante, 20-25% de l'opinion publique, favorable à l'expulsion des Palestiniens des territoires occupés. La «solution finale», comme certains de ses partisans l'appellent avec un manque d'à propos — mais en est-ce bien un? — incroyable. De l'autre côté, il y a une autre minorité, d'également 20 à 25%, qui dit: il faut négocier avec l'OLP, se retirer des territoires occupés, et à terme, envisager sous une forme ou une autre un Etat palestinien. Le centre se polarise de plus en plus entre ces deux positions: le consensus national sur lequel il se fondait a été brisé.

Ce double discours — il faut mettre dehors les Palestiniens, il faut parler avec Arafat — peut d'ailleurs être exprimé par les mêmes personnes. Elles aimeraient bien se débarrasser de la «difficulté palestinienne» par un coup de force; mais elles se rendent compte que cela n'est réalistement pas possible; dès lors, autant négocier avec l'OLP.

Les sondages divergeants, donnant simultanément 54% des Israéliens favorables à une expulsion des Palestiniens, et 52% favorables à des négociations avec l'OLP, sont le reflet de cette conscience contradictoire qui existe chez de nombreux Israéliens.

La Brèche: ***Où en est le mouvement d'opposition à la politique menée dans les territoires occupés?***

M. Warschawski: Les rythmes actuels de mobilisation sont beaucoup plus lents qu'au moment de la guerre du Liban, et ils déçoivent beaucoup de gens. Il y a eu aussi très peu de manifestations centrales, et elles ont été beaucoup plus petites que celles connues en 1982 (la plus grande a réuni 30.000 personnes). Par contre, il y a une multiplication de groupes protestant contre la répression. Des groupes de professionnels, de femmes, de jeunes, se constituent, et s'engagent dans une activité très concrète. Cela concerne des dizaines de milliers de personnes.

Mais ce mouvement n'a pas trouvé pour l'instant de cohésion ni d'orientation claire. C'est dû au fait qu'après deux ans d'Intifada, le mouvement pacifiste se trouve confronté à un choix: placer la solidarité avec la lutte des Palestiniens au centre de ses activités, car se limiter à protester contre la répression, comme cela a été le plus souvent le cas, est de moins en moins possible. Les mouvements de femmes sont parmi ceux qui ont le plus progressé à ce niveau: la collaboration directe avec les organisations de femmes palestiniennes est au centre de leur démarche. Il faut bien se rendre compte du changement: il y a deux ans, cette collaboration n'était le fait que de milieux extrêmement minoritaires.

La Brèche: ***Comment cela se traduit-il politiquement?***

M.Warschawski: D'une part, les partis qui se trouvent à gauche du gouvernement, et qui étaient partie prenante des Trois Non du consensus national (non au retrait sur les frontières de 1967, non à la négociation avec l'OLP, non à un Etat palestinien) ont changé de position. Après la déclaration d'indépendance, et toutes les déclarations annexes du dernier Conseil national palestinien, le Mapam, le Mouvement pour les droits civiques, ou La Paix Maintenant ont reconnu l'OLP comme unique représentant du peuple palestinien, et mettent la question des négociations avec l'OLP au centre de leur programme politique. Même dans le Parti travailliste, désormais très divisé jusque dans sa direction, c'est une position qui a aujourd'hui un large écho.

D'autre part, le gouvernement s'accroche à la vieille politique israélienne de gagner du temps.

Bien sûr il y a des représentants de la classe dirigeante qui voient un peu plus loin que le bout de leur nez et qui disent que dans l'actuel contexte politique international il n'est pas possible que la région reste un îlot de déstabilisation, et qu'il vaut donc mieux prendre les devants pour une solution négociée. Mais Shamir leur répond, comme jadis Sharon ou Golda Meir: qu'est-ce qui presse?

La Brèche: ***Quel type de solution négociée est envisagée?***

M. Warschawski: Le plan en deux étapes des travaillistes en est un exemple. Tout d'abord, élire une direction palestinienne de l'intérieur pour négocier avec elle l'avenir des territoires occupés. Cette direction devra avoir reçu le feu vert de l'OLP. Ensuite, ouvrir une période d'autonomie, c'est-à-dire réaliser un désengagement partiel de la présence militaire israélienne dans les territoires occupés. Enfin déboucher sur des négociations, que les travaillistes préféreraient avec la Jordanie, portant sur une solution à plus long terme.

La Brèche: ***Un plan qui reste largement en retrait des revendications palestiniennes...***

M. Warschawski: Oui, mais comme le disent à juste titre certains Palestiniens: «Commençons par là, car dès qu'on sera entré dans cette dynamique, on peut lui donner une autre direction».

Pour les Palestiniens, il y a pour l'instant, une question déterminante: l'OLP sera-t-elle, oui ou non, reconnue — si ce n'est pas formellement, du moins dans les faits — comme partie prenante du processus? A mon avis, la position actuelle de l'OLP est: si oui, on commence à négocier. Mais la question-clé est la reconnaissance de l'OLP. ■

La capitale assiégée

Depuis plus de quatre semaines, le Front Farabundo Marti de Libération Nationale (FMLN) est présent militairement dans la capitale du Salvador. Le commandement de l'armée et le président Cristiani n'ont cessé, depuis le 11 novembre, de clamer qu'il était à bout de forces. Or, aujourd'hui, le FMLN est capable, durant le même jour: d'accrocher l'armée dans les quartiers riches de la capitale (San Benito, Escalon); de manifester sa présence dans les quartiers suburbains populaires; de tirer au mortier sur les bâtiments abritant l'Etat-major des forces armées (FFAA) au centre même de San Salvador; de conduire des offensives dans des villes importantes (comme San Miguel); de mener diverses opérations dans des zones plus isolées du pays; d'abattre des hélicoptères et des avions qui bombardent la population (deux *A-37 Dragon Fly*). Les FFAA doivent toujours plus concentrer leurs «forces d'élite» dans San Salvador. Ces dernières ne manifestent pas toujours, lorsqu'elles doivent s'affronter à la guérilla, le même enthousiasme que leurs commandants... dans leurs communiqués de presse. Le FMLN apparaît comme la force militaire faisant autorité au sein d'un nombre croissant de zones rurales, ce qui lui permet de recruter de nouvelles forces. A cette époque de récoltes, le Front s'est adressé aux grands propriétaires en les sommant «*d'appliquer les normes salariales fixées pour les journaliers et nous les avertissons que dans la période présente ils ne peuvent plus compter sur l'armée.*» Il conclut ainsi son appel: «*Dans les zones rurales, la seule autorité qui existe est celle des paysans et du FMLN.*»

La riposte des FFAA et du gouvernement se résume à une répression extrême tous azimuts. Un diplomate occidental explique au correspondant du *New York Times*: «*Nous recevons les indications que des secteurs des FFAA s'engagent dans la guerre totale*»[1]. Le journaliste ajoute: «*Malgré les promesses présidentielles de contrôler les forces de sécurité, les FFAA ont intensifié la répression contre les associations d'entraide humanitaire, les membres des Eglises et tous les groupes d'opposition*». Les arrestations de prêtres, salvadoriens et étrangers, de journalistes, de syndicalistes se multiplient. Plus aucuns espaces démocratiques — et ils ne furent jamais grands — n'existent. La censure est complète.

L'Etat d'urgence a été reconduit pour un mois; il protège les auteurs des exactions les plus iniques. Un durcissement de la législation répressive a été passé au parlement par l'ARENA (Alliance républicaine nationaliste) gouvernementale. Ceci doit servir à «légaliser» toutes les arrestations. Les déclarations de Cristiani sur les négociations ou sur la nécessité de pousser l'enquête sur l'assassinat des six jésuites n'ont qu'une fonction, comme le souligne le *NYT*: «*Donner une image plus pragmatique, plus conciliante au gouvernement de droite*»[2], afin que l'administration Bush ne se heurte pas à des oppositions trop rudes au Congrès, en janvier 1990. Au Salvador, par contre, l'armée lance des tracts affirmant:

«*Patriote salvadorien, tu as le droit de défendre ta vie et ta propriété; si pour cela tu dois tuer un terroriste du FMLN ou un de ses alliés internationalistes, fais-le!*». A l'opposé, le FMLN a appliqué, le 30 novembre, un cessez-le-feu unilatéral pour permettre que des civils américains puissent évacuer les quartiers chics et s'envoler pour les Etats-Unis.

Le 10 décembre, le FMLN a fait connaître ses propositions en vue de la rencontre des présidents d'Amérique centrale qui se tiendra le 11 décembre au Costa-Rica. Son communiqué insiste sur: «*Un cessez-le-feu immédiat, sous contrôle international, accompagné de négociations simultanées et de garanties pour les droits de l'homme*». Ces garanties impliquent: «*La levée de l'Etat de siège; la suppression de la «loi anti-terroriste», la liberté pour les prisonniers politiques; la possibilité pour les soldats du FMLN de sortir du pays pour recevoir des soins; la destitution de René Emilio Ponce (chef d'Etat-major), de Rafael Bustillo (chef des forces aériennes, responsables des bombardements)...*». Le FMLN réclame des négociations auxquelles participeraient non seulement le gouvernement et le Front, mais aussi «*les partis politiques de l'opposition et les représentants des forces sociales, ce qui assurera une solution de consensus national*». Par son offensive, le FMLN a modifié les rapports de forces au Salvador et régionalement. La bataille sera d'autant plus rude. La solidarité est donc plus que jamais impérative. Réd.

1. International *Herald Tribune*, 9-10 décembre 1989; voir aussi l'article ci-dessous «L'armée de la Tandona».
2.- *IHT*, 11 décembre 1989.

L'armée de la Tandona

par Jean Fleury

L'affrontement militaire entre les Forces armées salvadoriennes (FFAA) et le FMLN est entré dans une nouvelle étape depuis le 11 novembre 1989. Pour comprendre le bloc dominant au Salvador, spécialement depuis l'entrée au gouvernement de l'ARENA (Alliance républicaine nationaliste), et pour saisir un des soubassements de l'affrontement présent, il est utile d'examiner ce que sont les Forces armées salvadoriennes.

L'armée salvadorienne, historiquement, est marquée par deux caractéristiques. 1) Avoir été le «parti politique» de l'oligarchie de 1932 à 1979; 2) avoir été traversée par des «soulèvements», des déchirures internes qui entraient en relation avec des moments particuliers de crise social-nationale.

Tous les efforts des Etats-Unis, pour gommer ces particularités historiques, consistèrent, dès 1980, à «professionnaliser» les FFAA, en en faisant une institution qui ne soit plus directement le bras armé de l'oligarchie, ce qui apparaissait une condition nécessaire pour gagner la guerre contre le FMLN.

Tous ces efforts des Etats-Unis n'ont pas eu les résultats escomptés. En effet, une crise latente ronge les FFAA. La durée de la guerre et l'intervention directe des Etats-Unis dans sa conduite ont stimulé des contradictions et des luttes dans la hiérarchie. Un certain clivage s'est manifesté entre les secteurs qui prétendaient arriver à bout des forces populaires en mettant en œuvre la stratégie dite de «guerre de basse intensité» et ceux pour qui seule la «guerre totale» est susceptible d'écraser la révolution en cours. Cristiani et l'oligarchie ont clairement choisi cette dernière option.

Les Etats-Unis et les «bataillons d'élites»

Le coup d'Etat de 1979 contre le général Carlos Humberto Romero marqua l'impasse du régime de dictature oligarco-militaire et, aussi, le début d'une lutte frontale et durable du peuple salvadorien. La Junte issue de ce coup a des vélléités réformistes. Mais les secteurs de l'armée dominés par l'oligarchie, avec l'appui des Nord-américains, intensifient la répression contre le peuple, au moment où les forces révolutionnaires mettent en avant des revendications et prennent des initiatives qui révèlent rapidement les limites des réformes proposées par la Junte.

Les Etats-Unis vont directement prendre en mains la réorganisation de l'armée salvadorienne et pousser à la conclusion de l'accord signé entre les FFAA et la Démocratie chrétienne, le 9 janvier 1980. Le démocrate-chrétien Napoléon Duarte servira dès lors de couverture politique au pouvoir effectif des militaires assistés par leurs conseillers nord-américains. Pour ce bloc au pouvoir un objectif était prioritaire: liquider le mouvement révolutionnaire. Dès février 1980, les conseillers américains débarquent et le *US Military Group* est créé; les «spécialistes» américains passeront de 36 en 1980 à plus 150 en 1987.

Suite à l'«offensive générale» de janvier 1981 du FMLN, l'armée se lance dans une répression et des massacres d'une vaste ampleur. Mais elle ne pourra liquider les forces du FMLN. L'accent est alors mis sur la constitution d'unités de «déploiement rapide», entraînées spécialement par les Etats-Unis. Tout d'abord, quelque 2000 soldats sont sélectionnés dans ce but. En mai 1981, le premier bataillon spécial (bataillon Atlacatl) entre en fonction; en juin 1982, le second commence à agir (bataillon Ramon Belloso, qui fut formé aux Etats-Unis même). Malgré leur cruauté et leur «modernisme», ces forces marquent le pas. L'utilisation de l'aviation et de l'artillerie devient courante. Un troisième bataillon — entraîné par des «bérets verts» dans la caserne El Paraïso dans le district de Chalatenango — est mis sur pied (bataillon Atonal). Cependant, si ces forces d'élites peuvent assassiner des paysans, des syndicalistes, toutes personnes soupçonnées de sympathie pour le FMLN, elles ne peuvent défaire une guérilla socialement enracinée et forte militairement.

La stabilisation difficile des forces armées

Face à ces échecs, les Etats-Unis développent une nouvelle facette de leur stratégie contre-insurrectionnelle qui vise «*à gagner l'esprit et le cœur*» de la population. Ainsi prirent forme une multiplicité de projets «d'action civique», qui, en 1986, culminèrent avec le célèbre «*Plan: unis pour la reconstruction*». Cette combinaison d'opérations militaires musclées et d'«actions civiques» (regroupements forcés de paysans et saupoudrage d'actions «sociales») menées par les soldats traduit le concept de «guerre de basse intensité». Dans ce type de guerre, l'information et l'action psychologique sont des éléments importants. L'armée se dote du Comité d'Information des Forces armées (COPREFA) et crée un département spécial de guerre psychologique (le C-5) avec l'aide de l'*American Psyops Mobile Training*. En 1986, afin de combattre dans la population

l'influence de *Radio Vinceremos*, qui appuye le FMLN, le C-5 crée radio «Cuscatlan». De plus, des unités nouvelles sont mises sur pied étant donné l'efficacité toute relative des bataillons d'élites, grosses unités plus facilement en proie aux embuscades du FMLN. L'Etat-major crée donc des unités réduites, capables de se déplacer rapidement, car disposant de moyens de transports aériens fournis par les Etats-Unis. Une partie de ces troupes, plus un nouveau bataillon d'élite (bataillon Arce) sont entraînés au Honduras dans le Centre Régional d'Entraînement Militaire et de Sécurité créé par les Etats-Unis. Ce centre ne put prolonger ses activités plus de six mois étant donné l'opposition qui se manifesta au Honduras.

Enfin, les Etats-Unis fournirent un appui logistique énorme (système de détection aérien et par satellite, informations traitées directement par le Pentagone et renvoyées au Salvador, troupes amphibies) pour isoler le FMLN de toute aide extérieure qu'il était censé recevoir du Nicaragua. Enfin, dès 1985, sont mises sur pied des troupes spéciales — les «Bataillons antiterroristes» (BIAT) — pour tenter de briser les activités du FMLN en milieu urbain.

L'armée, selon l'Etat-major, a passé de 17.000 hommes en 1978 à quelque 50.000 hommes en 1988. Les stratèges américains ont défini un seuil quantitatif de 10 soldats pour un guérillero du FMLN, ce qui, selon eux, permettrait d'assurer la défaite du FMLN. Ainsi l'armée, outre les massacres de population, doit conduire une véritable chasse aux jeunes pour les recruter de force. La durée légale du service militaire est de deux ans.

Cette vaste restructuration de l'armée, conjointement aux élections de 1984 et à l'arrivée de Duarte à la présidence, aboutit à une certitude de victoire chez les stratèges américains: *«Ce n'est qu'une question de temps»*. Ils pensent réussir non seulement à isoler au plan politique le FMLN, mais à le confiner dans quelques zones limitées du pays. Le temps a passé et le FMLN a résisté, s'est montré capable de maintenir une capacité d'initiative, d'accumuler de nouvelles forces et de conduire des offensives.

Par contre, la crise de l'armée s'approfondit. Ses pertes sont élevées et elle est incapable de stabiliser ses forces. Ainsi, le chiffre officiel de 50.000 hommes ne correspond pas à la réalité. Selon le FMLN et diverses sources indépendantes, l'armée compterait actuellement 36.000 hommes. Si l'Etat-major déclare toujours officiellement avoir à sa disposition 50.000 hommes, les raisons en sont multiples: camoufler les pertes (tués et blessés) et les désertions; la résistance au recrutement de la part de la jeunesse; les prisonniers faits par le FMLN qui sont remis aux FFAA, mais qu'elles ne désirent pas réintégrer dans leurs rangs. Actuellement, le bombardement de quartiers populaires implique pour de nombreux soldats le bombardement de leurs familles, ce qui n'accroît pas la combativité et la cohésion de la troupe et provoque l'accroissement des désertions.

Enfin, la corruption explique aussi les chiffres déclarés officiellement: le financement par les Etats-Unis de 50.000 hommes permet des détournements de fonds substantiels par les officiers.

La Tandona et l'Etat-major

Durant les huit dernières années, 3200 millions de dollars ont été injectés au Salvador par les Etats-Unis; 50% de cette somme a été consacrée aux dépenses militaires. Cela n'a pas suffi à empêcher le FMLN de battre en brèche la stratégie dite de «guerre de basse intensité». Un clan d'officiers, montés dans la hiérarchie ces dernières années, mettent en question, dès 1988, la stratégie établie par le *US Military Group* et l'Etat-major. Ils proposent de revenir à l'ancienne option: le FMLN ne peut être battu qu'au travers d'une «guerre totale». Les tenants de cette orientation occupent, aujourd'hui, le 70% des postes de commandement dans l'armée. Ce sont des officiers qui sont sortis de l'Ecole militaire en 1966 et qui, dans leur majorité, ont entre 40 et 50 ans. Ils ont en général le grade de colonel. Leurs représentants les plus connus sont: René Emilio Ponce, Mauricio Vargas et Mauricio Staben. Ils se regroupent dans ce qui est appelé la *Tandona* (la 35e promotion de l'Ecole militaire); ils sont en étroite relation politico-idéologique avec l'extrême droite et avec des officiers, contraints à la retraite, comme Roberto D'Aubuisson (impliqué dans le crime de Monseigneur Romero et véritable leader de ARENA) et Sigfrido Ochoa.

En juin 1988, ce réseau d'officiers a menacé de faire un coup d'Etat. Ils avaient pour objectif que soient remplacés les deux généraux, Adolfo Blandon (chef de l'Etat-major) et Eugenio Vides Casanova (ministre de la Défense). Par cette menace de coup d'Etat, le haut commandement s'est vu contraint de négocier avec la *Tandona*. Il dut remplacer trois généraux et 26 colonels. Finalement, Adolfo Blandon fut obligé de céder son poste de chef d'Etat-major au colonel René Emilio Ponce. Ces mutations constituent une des restructurations les plus importantes des sommets de la hiérarchie militaire depuis le coup de 1979. Ceci indique l'influence de la *Tandona*. Les revendications du FMLN concernant l'épuration des forces armées visent en particulier ce secteur. On peut ainsi en juger l'importance politique et militaire.

Ce qui mine cette armée, malgré l'ampleur de l'aide américaine, pourrait être présenté sous la forme du dilemme suivant: ou continuer la guerre, mais sans espoir de pouvoir la gagner, ou négocier. La tension entre ces deux termes corrode l'institution.

En outre, huit années de «professionnalisation», sous l'égide des Etats-Unis, n'ont pas suffi pour rompre les traditions et la structure profonde de cette armée. Ainsi, lorsque le FMLN, le 23 janvier 1989, propose de participer aux élections si elles sont repoussées, l'armée s'oppose frontalement à cette initiative. Emilio Ponce expliqua que le NON clamé immédiatement avait pour fonction de maintenir la cohésion de l'armée et d'empêcher toute discussion politique qui pourrait avoir des répercussions au sein de l'institution militaire.

L'appui donné par les Etats-Unis à cette couche d'officiers qui occupent les principaux postes, après la crise de 1988, démontre que Washington appuye de fait l'option de la «guerre totale», quand bien même il est contraint de faire des propositions fallacieuses de négociations pour riposter aux initiatives du FMLN sur ce terrain. ■

Entretien avec Ana Guadalupe Martinez

Une capacité de veto

Ana Guadalupe Martinez est la responsable des relations extérieures du FMLN. Dans cet entretien, accordé le 5 décembre au correspondant de Il *Manifesto* au Mexique, elle explique le sens de l'action du FMLN et les possibles développements internationaux.

Question: ***Pour différents secteurs de l'opinion publique européenne, les raisons de votre offensive ne sont pas claires, d'autant plus que les medias avaient annoncé vos négociations avec le gouvernement de Cristiani. Quel bilan tirez-vous de votre choix?***

A.G. Martinez: L'objectif initial de notre offensive consistait à contraindre Cristiani à une véritable négociation. L'objectif du gouvernement de ARENA (Alliance Républicaine Nationaliste), en réalité, consistait à prolonger indéfiniment le «dialogue» sans arriver à des résultats concrets. Il cherchait à gagner du temps avec des pseudo-négociations stériles. Nous avons décidé de lancer l'offensive pour consolider les positions et reformuler de nouveaux objectifs. Aujourd'hui, la preuve est faite au Salvador qu'il existe une force avec un pouvoir de veto: le FMLN. Nous avons aussi contribué à créer les conditions d'une véritable négociation: nous offrons un cessez-le-feu et demandons la participation de la communauté internationale (ONU) comme garante d'un nouveau processus de négociation. Actuellement, il est évident qu'une des nouvelles conditions nécessaires à l'ouverture d'une nouvelle situation ne peut qu'être l'épuration de l'armée de ses éléments ouvertement fascistes.

Question: ***Mais l'offensive ne peut-elle pas produire un résultat opposé? Ne peut-elle pas renforcer les positions des secteurs intransigeants de l'armée?***

A.G. Martinez: Nous ne le croyons pas. Maintenant, ceux qui doivent quitter l'armée se sont clairement désignés. Des hommes comme Juan Rafael Bustillo, responsable de l'aviation, n'ont aucun intérêt à rechercher une solution négociée du conflit. En 1983, Bush — qui alors était vice-président des Etats-Unis — est venu au Salvador avec une liste de 13 officiers dont le gouvernement de Washington exigeait qu'ils soient écartés de l'armée, car ils étaient liés aux fameux «escadrons de la mort». Quelques jours plus tard, on a procédé à une mini-épuration. Si la Maison blanche voulait la même chose aujourd'hui, elle pourrait faire de même.

Question: ***Quelques secteurs politiques aux Etats-Unis proposent une solution politique au conflit qui reposerait sur la démission de Cristiani et la formation d'un gouvernement de salut public avec la participation de la Démocratie chrétienne et de secteurs politiques (comme ceux représentés par Ungo, Zamorra) de votre Front. Avez-vous connaissance de ce débat?***

A.G. Martinez: Je crois que s'est ouvert un débat très intéressant qui se traduit dans la presse la plus prestigieuse des Etats-Unis. Une vue assez objective de ce qui se passe au Salvador y est exprimée et la requête est adressée à Bush de contribuer à mettre fin à la guerre dans notre pays. L'Eglise a aussi fait entrendre sa voix et pris position contre la politique actuelle du Département d'Etat. Un changement de politique n'est pas impossible, mais seulement à moyen terme. Le sénateur Christopher Dodd, par exemple, a annoncé que lorsque le Congrès se réunira en janvier, il devra discuter à tête reposée sur ce qu'il faut faire au Salvador.

Question: ***L'évolution des pays de l'Est a été interprétée comme un processus irréversible de détente qui engendre une situation tout à fait nouvelle en Europe et dans le monde. Croyez-vous que cette nouvelle situation puisse favoriser la démocratisation en Amérique centrale?***

A.G. Martinez: Je le crois. C'est la contrepartie qu'il faut demander à l'Occident en échange de l'ouverture qui s'est produite dans les pays socialistes. L'Amérique centrale ne peut plus supporter l'autoritarisme et les tensions du passé. Les Etats-Unis et l'URSS peuvent jouer un rôle important dans la détente même dans notre région à travers l'intensification du dialogue. En Amérique centrale, il revient aux Etats-Unis d'accepter la démocratisation des vieux régimes autoritaires. L'heure est arrivée que Bush accepte une *perestroïka* pour l'Amérique centrale. ■

Des élections à la reconstruction nationale

Francisco Lopez, responsable de l'Institut nicaraguayen de recherches économiques et sociales (INIES), a participé au séminaire consacré à la situation en Amérique centrale qui s'est tenu à Genève les 1-2 décembre. *La Brèche* s'est entretenue avec lui de la situation au Nicaragua et en Amérique centrale.

La Brèche: ***Les élections de février ne peuvent être séparées du contexte centro-américain et de l'effort diplomatique du gouvernement sandiniste pour obtenir la paix dans la région. Pourriez-vous faire le point sur cette question?***

Francisco Lopez: Le processus électoral au Nicaragua, qui devrait approfondir un aspect démocratique de la révolution, ne peut être séparé du problème de la paix, ou plus exactement des perspectives de paix en Amérique centrale. Evidemment, avec l'actuelle situation au Salvador, les éléments favorables à l'établissement d'une paix régionale, établis lors des réunions des présidents des gouvernements d'Amérique centrale, pourraient être remis en cause avant tout par les Etats-Unis.

Sous l'angle international, particulièrement en ce qui concerne l'Europe, on assiste à un processus de détente clairement marqué dans les rapports entre l'Union soviétique, les Etats-Unis et l'Europe. Et dans les pays dits socialistes, on peut juger qu'il y a une sorte de révolution qui se produit. Par contre, en Amérique centrale, on fait face à une situation, non pas de guerre froide, mais de guerre chaude, produit de siècles de domination impérialiste et de l'oligarchie, au Salvador, par exemple. A cela s'ajoutent la pression économique, politique et encore militaire sur le Nicaragua; les atteintes massives aux droits de l'homme au Guatemala par l'armée; la crise particulière de Panama; sans parler de tous les foyers de tensions existant en Amérique latine.

C'est dans ce cadre extrêmement instable, au plan régional et même continental, que vont donc se dérouler les élections en février; un contexte qui est un élément du processus électoral.

La Brèche: ***Chacun sait que la crise économique frappe durement le Nicaragua. Comment envisagez-vous la relation entre le marasme économique, ses effets sociaux et les résultats possibles des élections?***

F. Lopez: S'il existait un rapport direct, non médiatisé, entre la situation économique très difficile et la situation politique en termes de résultats électoraux, on pourrait prévoir que le FSLN perdrait les élections. En effet, les conditions économiques et sociales pour la majorité de la population sont très pénibles. On pourrait en déduire que cela va s'exprimer, électoralement, par un vote de sanction, même si pour certains secteurs ce vote est en décalage avec leur attachement à la souveraineté nationale et à la révolution.

Or, diverses enquêtes effectuées par des instituts indépendants — auprès de ceux et celles qui se sont inscrit(e)s en très grand nombre sur les listes électorales — indiquent qu'il n'existe pas une relation directe entre la crise socio-économique et les intentions de vote. Selon les enquêtes d'opinion, fin octobre, le candidat du FSLN, Daniel Ortega, devançait la principale figure de l'opposition, Violeta Chamorro, candidate de l'Union nationale d'opposition (UNO), dans un rapport de 2 à 1. Cependant, une fraction importante de la population, au début novembre, ne manifestait pas une intention de vote définie et une attitude d'abstention s'exprimait aussi.

Si la relation situation économique-résultat électoral n'est pas directe, «proportionnel», elle existe néanmoins. Le marasme économique a des effets sur des secteurs qui ont soutenu la révolution, que ce soit parmi les artisans, les salariés de la petite production industrielle ou encore au sein des salariés qui avaient des emplois gouvernementaux et qui ont subi de plein fouet la réduction drastique des postes dans l'administration, effectuée en 1988. Il y a donc un certain ressentiment, un certain désenchantement face à certaines orientations adoptées par le FSLN.

A partir des études que nous avons effectuées, on s'aperçoit qu'environ 25% des personnes en milieu urbain — pour l'instant, nos enquêtes ne portent que sur les villes et non pas dans les régions rurales où le soutien au FSLN est plus grand, ne serait-ce qu'à partir des gains de la réforme agraire — soit n'ont pas décidé pour qui elles vont voter, soit peuvent s'abstenir. Dans cette campagne électorale, qui commence le 4 décembre et se terminera le 21 février, nous devons relever deux défis: motiver les gens à voter, quelle que soit leur opinion, car un taux d'abstention élevé serait une défaite politique pour le FSLN; et tout faire pour qu'une claire majorité s'exprime pour le FSLN et sa politique.

Pour nous, les élections ne sont qu'une partie de la démocratie. Nous sommes favorables à une institutionnalisation légale, juridique, constitutionnelle du processus révolutionnaire. Le parlement peut être un lieu de représentation des intérêts populaires. Après les élections législatives et présidentielles, doivent avoir lieu des élections municipales. Elles sont importantes car elles impliquent un approfondissement des processus de démocratisation au sein de l'élément de base de l'appareil administratif du pays, l'entité municipale. En outre, il y a la dimension de participation directe aux décisions, dans les lieux de travail et dans les quartiers. Etant donné la situation économique cela est difficile, mais cet objectif doit être sans cesse défendu; il traduit notre conception de la démocratie.

Dès le 4 décembre, la situation risque de se tendre car, dans divers endroits du pays, plusieurs manifestations électorales vont se tenir, réunissant des forces politiques opposées. A ces occasions, des heurts, des provocations peuvent prendre forme. Cela sera immédiatement utilisé, relayé par les médias à l'échelle internationale, pour tenter de délégitimer le processus électoral, de présenter l'UNO comme ne pouvant pas mener sa campagne, alors qu'elle dispose de moyens matériels très importants qui lui sont alloués par les Etats-Unis et par des pays ou forces politiques européens. Il ne faut pas oublier que ses liens avec la *contra*, avec la contre-révolution armée directement par les Etats-Unis, sont étroits et sont prouvés par de multiples documents.

La Brèche: ***Quelles forces sociales représente l'UNO et de quelle base électorale dispose-t-elle?***

F. Lopez: En premier lieu, la base sociale de l'UNO est constituée par les milieux d'entrepreneurs et les classes moyennes. Cependant, la candidature de Violeta Chamorro ne traduit pas le ralliement à un *leadership* ferme. Elle exprime plutôt la difficulté des multiples fractions de la bourgeoisie de se rassembler. Cette crise politique se reflète d'ailleurs dans la multiplicité des partis de droite. Les dirigeants du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) se sont montrés incapables d'unifier politiquement les forces bourgeoises. L'UNO représente donc un amalgame, conjoncturel, pour mener la bataille électorale. Sans l'intervention des Etats-Unis, dont elle défend ouvertement les intérêts, l'UNO ne serait pas née. Dans le magma de cette coalition existent des formations qui se prétendent de gauche — comme le Parti socialiste du Nicaragua (PSN), parti communiste — et qui disposent, historiquement, de certains relais populaires (syndicats). Ce facteur combiné à la crise peut expliquer qu'à l'heure actuelle, selon nos enquêtes, le FSLN est, par exemple, minoritaire parmi les vendeurs du Marché oriental ou d'autres marchés à Managua et même parmi les artisans de Massaya.

Enfin, l'abondance de dollars permet à l'UNO d'acheter des votes et de créer un clientélisme. Tout ceci indique que la campagne électorale est un défi qui nécessite une véritable mobilisation. D'autant plus que les prétendus sondages d'opinion effectués systématiquement par des organismes basés à Costa Rica ou ailleurs vont être multipliés. Ils donneront un avantage à l'UNO et fourniront, ainsi, un élément pour lancer une accusation de fraude électorale, lorsque le FSLN sortira vainqueur de ces élections.

Le programme économique de l'UNO traduit bien son projet sociopolitique. On peut le résumer ainsi: privatiser le commerce extérieur et le système bancaire; redonner la terre à ceux qui auraient été expropriés «*illégalement*» ou «*injustement*», ce qui a pour fonction de miner la réforme agraire, principal acquis de la révolution; avoir une «armée a-politique», comme l'était certainement la Garde nationale de Somoza ou comme l'est la *contra*; redevenir un allié des Etats-Unis dans la région. C'est tout simplement le programme de la contre-révolution au plan politique.

La Brèche: ***Pourriez-vous préciser les contours de la crise économique?***

F. Lopez: L'économie nicaraguayenne a subi des chocs traumatiques. Elle s'est détériorée depuis quelques années, avec une accélération depuis 1987. En 1988, nous n'avons pas connu une situation inflationniste, car ce qualificatif serait inexact, mais hyperinflationniste, avec un taux de 36.000% d'inflation, ce qui dépasse les records boliviens de 1985. Ce fut le problème essentiel auquel nous avons dû faire face, simultanément à celui de la guerre. Il faut saisir la dimension du désastre provoqué par la guerre depuis 1982. Il ne s'agit pas de tout mettre sur le dos de la guerre, mais ses effets destructeurs sont gigantesques. Par exemple, durant ces dernières années, 20 à 25% de la population économiquement

active a été mobilisée directement ou indirectement pour la défense militaire du pays. Cela signifie que quelque 250.000 personnes n'ont pas de fonction productive, mais consomment et consacrent leurs efforts à des tâches de défense. La CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU) a estimé les dépenses liées à l'effort de défense à quelque 14 milliards de dollars. A cela il faudrait ajouter tous les effets traumatiques au plan social, psychologique provoqués par la guerre.

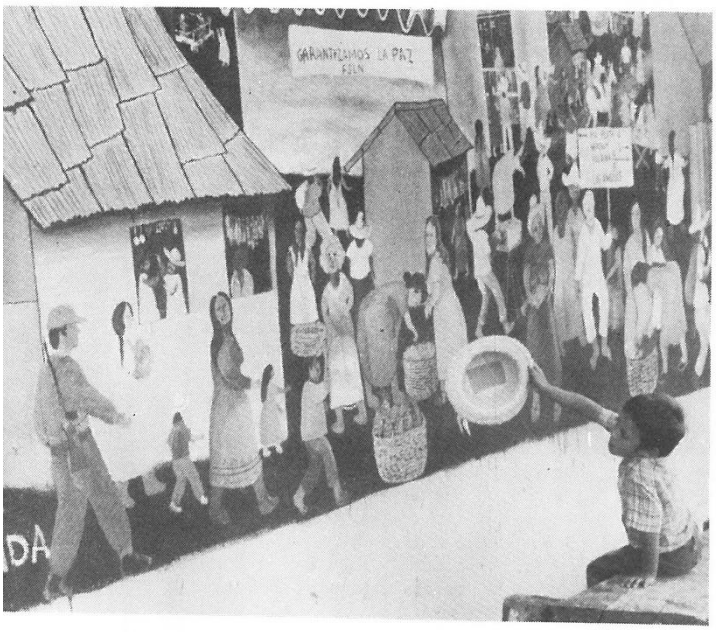
La Brèche: ***Si les effets de la guerre apparaissent déterminants, d'autres facteurs entrent en ligne de compte pour comprendre le délabrement de l'économie. Lesquels?***

F. Lopez: Effectivement, pour préciser l'arrière-fond de la crise économique présente, il faut prendre en compte deux éléments supplémentaires. Le premier: la structure productive du pays, caractéristique d'un pays dépendant périphérique. Nous avons, en quelque sorte, une structure productive correspondant à une économie dédiée au dessert: nous produisons du café, du sucre, des bananes, du tabac... Tous ces produits sont éminemment sujets aux fluctuations sur le marché mondial des matières premières. Un seul exemple suffit: la baisse du prix du café nous fera perdre cette année quelque 50 millions de dollars, soit 20% du total des exportations du Nicaragua, qui sont limitées comme ce seul chiffre l'indique. Par contre, on achète les pesticides, les engrais, les machines agricoles, en grande partie aux pays développés à des prix qui ne cessent de monter relativement. Il est extrêmement difficile de changer une telle structure du jour au lendemain. Actuellement, nous exportons pour moins de 300 millions de dollars, alors que le minimum de ressources dont nous aurions besoin se situe à 800 millions de dollars. Il en découle un déficit annuel très important de quelque 500 millions de dollars. On essaie de boucher ce trou avec la solidarité, avec l'obtention de lignes de crédits, mais c'est très réduit pour l'instant.

Un second facteur doit être mentionné: les erreurs commises dans les grandes options économiques depuis 1979-1980. Elles sont le produit d'un manque d'expérience, d'inertie bureaucratique, de non-prise en compte de certaines contraintes économiques générales, dans le contexte international actuel. Par exemple, nous avons, durant les premières années, développé une politique de subsides et de dépenses sociales qui reposaient sur le présupposé d'une aide continue. Nous avions à répondre à des problèmes sociaux urgents, dans la santé, l'éducation, l'emploi. Nous voulions apporter des solutions partout, rapidement, en quelque sorte de manière prématurée. Mais les restrictions d'aides extérieures, le boycott indiquèrent vite les limites de cette politique. En la prolongeant, on creusa un énorme déficit budgétaire. Nous avons aussi effectué des choix d'investissements concentrés sur des projets de grande ampleur, par exemple dans l'agro-industrie ou dans le domaine géo-thermique. Ce qui était une erreur étant donné les ressources disponibles.

En effet, ces projets induisaient l'importation d'éléments nombreux et coûteux, alors que nous ne disposions que de très peu de devises. D'autre part, ils avaient tous un délai de maturation relativement long, 5 à 7 ans. Cela ne permettait pas de faire face aux difficultés les plus urgentes et épuisait l'économie. Par exemple, la réforme agraire, pourtant décisive, a été repoussée dans le temps. C'est sous la pression de l'affrontement militaire en 1984, et surtout en 1985, que nous avons accéléré le processus de distribution des terres.

La Brèche: ***Pour juguler la crise, vous avez engagé des réformes d'austérité drastiques. Quelle est la situation présente et quels projets économiques avez-vous pour la période post-électorale?***



F. Lopez: Après une première étape de «réforme économique», en 1988, depuis juin de cette année une seconde étape s'est ouverte. Nous avons réussi à abaisser le taux d'inflation, qui en 1989, s'élèvera à 2000%. Sans le choc de ce plan, nous aurions perdu complètement le contrôle de la situation. Pour saisir la réalité du plan d'ajustement que nous avons dû appliquer, il faut savoir qu'à la différence des pays latino-américains qui mettent en pratique de telles mesures, nous avons dû le faire sans obtenir simultanément une injection de capitaux extérieurs. Il en découla une accentuation des aspects récessifs. Les aspects négatifs de ce plan se situent au niveau social et nous n'en avons pas encore pu en mesurer toute l'ampleur et toutes les facettes, pas seulement en terme d'emplois, de salaires, de revenus, mais en termes des relations qui s'établissent avec le processus révolutionnaire.

En perspective, nous avons un plan de reconstruction du pays. Ce terme n'est pas choisi au hasard. En effet, vous vous rappelez que l'année 1980 a été baptisée année de la reconstruction et que le gouvernement mis en place après la révolution se dénommait première junte de reconstruction nationale. Il s'agissait de reconstruire le pays après la catastrophe de 50 ans de dictature somoziste et la guerre de libération qui ont laissé le pays pratiquement en ruine. Pour indiquer l'ampleur des problèmes présents, nous reprenons aujourd'hui cette idée de reconstruction du pays.

Evidemment, un tel plan exige une aide extérieure, l'arrivée de capitaux. Après ces élections — que nous gagnerions et qui ne pourraient être contestées parce qu'elles seront limpides et contrôlées par l'ONU — une série de prétextes justifiant une cessation de l'aide vont tomber.

Dans ce contexte, nous espérons pouvoir compter sur une aide de la CEE, des pays scandinaves, y compris du Japon qui a des intérêts à commercer avec le Nicaragua. De plus, nous avons des accords de coopération de trois ans avec l'URSS. Suivant le contexte politique international, il est même possible que l'embargo commercial des Etats-Unis soit levé.

La Brèche: ***Le Nicaragua, son gouvernement, pour obtenir la paix, a manifesté une grande flexibilité au plan diplomatique. Par contre, il semble que différents pays centro-américains n'attachent pas la même importance à l'application des accords signés.***

F. Lopez: En effet, nous avons fait une série de concessions dans le cadre des accords d'Esquipulas et de ceux qui les ont suivis; ceci dans un but: obtenir la paix dans la région centro-américaine. C'est un objectif prioritaire de notre diplomatie de défense de la révolution.

Ce qui est frappant, c'est que le Nicaragua a appliqué les accords qu'il a signés, alors que d'autres pays — Guatemala, Salvador — sont loin de l'avoir fait; et personne ne leur demande des comptes. Mais le Nicaragua reste lui, le pays qui doit passer, tous les jours, des examens de toutes sortes; les examinateurs n'ayant pas toujours un passé ou un présent qui soit à la hauteur de leurs prétentions démocratiques.

Toutefois, nous avons toujours appliqué les accords, ce qui a indiscutablement accru notre crédibilité et légitimité sur le plan international et dans les organismes tels que l'ONU ou l'OEA (Organisation des Etats Américains). On va voir si le Honduras, le 8 décembre, va obliger la *contra* à évacuer son territoire. Il est certain qu'il ne va pas le faire. Les Etats-Unis vont maintenir la *contra* au moins jusqu'en février.

D'ailleurs, il y a quelques jours, à Washington, la *contra* s'est retirée unilatéralement des négociations, ce qui révèle les projets nord-américains.

La Brèche: ***Depuis le 11 novembre, le FMLN salvadorien a lancé une contre-offensive stratégique. Quelles sont ses implications pour le Nicaragua? Bush et Gorbatchev se réunissent à Malte, l'Amérique centrale sera certainement à l'ordre du jour. Qu'en pensez-vous?***

F. Lopez: En ce qui concerne le Nicaragua, à mon avis personnel, nous ne pouvons pas aborder la situation au Salvador avec l'idée que le mouvement populaire et révolutionnaire devrait toujours faire ce qui semble le plus profitable, dans l'immédiat, à la révolution nicaraguayenne, quand bien même, pour nous, la pacification de la région est décisive.

Dans ce cas, nous devons être solidaire avec le FMLN et comprendre que ce qui s'y passe renforce le camp révolutionnaire en Amérique centrale. Même si cela peut nous causer des difficultés dans le présent immédiat, par exemple dans la perspective électoral.

Nous devons aussi voir d'autres aspects de la situation régionale. Par exemple, des casques bleus doivent normalement intervenir au Honduras pour contrôler la démobilisation de la *contra*. Cela peut être un facteur favorisant une négociation régionale nouvelle, à partir d'un point de départ différent, et contribuer à aider des initiatives de négociations du FMLN.

Quant à la rencontre de Malte, si j'ose utiliser la formule: «si j'étais Gorbatchev», je dirais à Bush: «A l'Est je suis en train de résoudre des problèmes, j'ai pris des initiatives de détente sur les plans militaires, diplomatiques. Il vous appartient de démontrer que vous voulez aussi la détente en Amérique centrale, en assurant que la *contra* mette fin à ses activités contre le Nicaragua, qu'une vraie négociation — qui ne se limite pas à demander le dépôt des armes au FMLN — se développe au Salvador». Cela me semble un langage raisonnable. ■

20 ans, un mois!

par Charles-André Udry

Bilak, le Souslov tchécoslovaque, est accusé de trahison pour avoir «*inviter les troupes soviétiques*» en 1968. Simultanément, Vaclav Havel parle à la télévision... soviétique sur la situation dans son pays et sa candidature présidentielle. Le palais «Aurora», résidence de la Société des amitiés soviéto-tchécoslovaques, est cédé au Forum civique! Ironie et humour d'une histoire qui se précipite et précipite du haut de la «normalisation» des bureaucrates qui rêvaient de l'immuable, puisque la nullité l'est!

Le 12 décembre, le Parlement contrôlé à 85% par le PC élit à sa présidence, avec diligence, S. Kukral. Ce dernier rappelait abruptement aux députés que la force dominante n'était plus le PC, mais le Forum Civique et le Grand débat public contre la violence (son homonyme en Slovaquie). Les députés du PC avaient déjà voté, comme un seul homme, la suppression du rôle dirigeant du parti. Illustrations didactiques du mimétisme auquel est contraint une caste dont la précarité éclate sous les coups de boutoir d'un vaste mouvement de masse démocratique.

La présence quotidienne dans les médias des bouleversements en RDA, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie... tend à gommer la vélocité de ces évolutions. En janvier 1988, Jakes remplaçait Husak à tête du PC. Après une manifestation de quelque 5000 personnes, en janvier 1989, Jakes fait arrêter des représentants de la Charte 77. Lors d'une réunion avec une délégation d'intellectuels, demandant la libération des emprisonnés, le secrétaire du PC refuse de négocier avec «*des forces anti-socialistes*». Après sa rencontre avec Gorbatchev, en avril 1989, Jakes déclare que le PC n'a aucune intention de réhabiliter Dubcek, malgré les signaux donnés par Moscou. Au début du mois d'octobre, Adamec et le quotidien *Rude Pravo* déclarent, à la suite de la dissolution et refondation du PC hongrois en Parti socialiste que: «*ce qui se passe à Budapest est une coup d'état effectué avec des instruments parlementaires*». On se demande, comment les députés du PC tchécoslovaque caractérisent leur vote récent, après la grève du 27 novembre, en faveur de l'abolition du régime du parti unique? Lors des derniers jours d'octobre 1989, notre camarade Petr Uhl, qui est aux premières loges pour apprécier l'essor des mouvements d'opposition et des mobilisations, affirmait: «*Je ne pense pas que le chemin de cette opposition sera le même qu'en RDA, avec ces manifs de 300.000 personnes, car on ne trouve pas les 300.000 personnes. On ne peut pas les avoir...*». Comme presque toujours à l'occasion de tel basculement, l'accumulation de matières inflammables s'entrevoit, mais la mise à feu et l'ampleur de l'incendie relèvent d'un conjoncturel dont le sens s'offre *a posteriori*. La Tchécoslovaquie, qui avait été le premier laboratoire du «socialisme à visage humain» en 1968, fait éclater la «normalisation», après que les pouvoirs qui ont organisé son invasion aient déjà subi l'assaut des masses.

En trois semaines, le régime de la «normalisation» post 68 a été déboulonné; mais pas l'appareil d'Etat dans lequel plonge encore les racines de la bureaucratie. Le nouveau Premier ministre, issu du PC, Marian Calfa, nommé le 8 décembre, déclare: «*J'ignore moi-même où commence et où finit la police chargée de la sûreté de l'Etat*». Douze manifestations de masses pacifiques, une rue souveraine, une grève générale le 27 novembre ont déjoué toutes les manoeuvres dilatoires de la bureaucratie. Adamec, reconverti soudainement au rôle de Premier ministre «réformateur», avec la bienveillance de la direction du Forum civique, s'éternisera à son poste moins longtemps qu'Egon Krenz! Après avoir présenté, le 3 décembre, un gouvernement de 21 membres, dont 16 du PC, il sera renvoyé par la foule. Calfa prend la relève. Ce n'est plus le parlement qui décide de la composition du gouvernement tchécoslovaque. Le gouvernement est issu de tractations — malheureusement peu transparentes — entre le PC, les partis satellites et le Forum civique. Mais, il reçoit son investiture de la rue. Cette procédure reflète assez bien l'actuelle crise du pouvoir.

Le 10 décembre, les négociations aboutissent à la formation d'un gouvernement de coalition, avec des représentants du PC en minorité (8 sur 21), des anciens partis satellites et du Forum civique. La grève générale prévue pour le 11 décembre, au cas où Calfa n'obtempérerait pas à la revendication d'un gouvernement qui ne soit plus hégémonisé par le PC, put se transformer en une fête et un concert de klaxons. La formule de gouvernement de coalition fait recette à l'Est. Elle assure à une fraction de la bureaucratie une «transition» vers un horizon mal défini. Elle permet aux forces politiques, issues du passé lointain ou du présent proche, de tâtonner à la recherche de leur base (sociale et politique), tout en envisageant la mutation de leur statut d'opposition à celui d'ex-opposition.

Certes, en Tchécoslovaquie, le PC dispose de peu de ressources pour se renouveler. Sa direction s'est construite contre 1968. Il a fallu la «révolution tranquille» et les déclarations de Gorbatchev pour que l'intervention de 1968 soit dénoncée — le 1er décembre seulement — par le Bureau politique du PCT et que sa justification historique soit accusée d'avoir été «*formulée par des gens asservis à la politique brejnévienne qui a discrédité la socialisme*». Le 27 novembre, à 9h30, des travailleurs d'une usine de Prague, membre du complexe CKD, ont arraché un bureau scellé dans le mur de l'usine. Il y a 21 ans, sur ce bureau, 99 «ouvriers» avaient écrit une lettre aux autorités soviétiques pour leur demander d'intervenir afin de «*sauvegarder le socialisme en Tchécoslovaquie*»! La saignée de 1969 — près de 500.000 exclusions — ne sera pas compensée par une réhabilitation en catastrophe de militants qui symbolisent plus le passé qu'ils ne représentent le futur. Le PCT cherchera certainement à se «rénover» pour affronter les prochaines échéances. Il semble qu'un secteur réformateur du PCT s'organise au sein d'un Front démocratique des communistes. *Obroda* (Renouveau), regroupe lui les exclus de 1969. Y aura-t-il jonction, collaboration, entre ces forces? Quelle sera leur importance respective? Le Congrès du PCT, le 20 décembre, donnera quelques indications.

Dans cette révolution «aux gants de velours», selon une expression de Vaculik, les étudiants ont été le détonateur. Leur organisation — comités de grèves et coordination à l'échelle de Prague, avec des prolongements dans le pays — leur assure une relative autonomie par rapport à la direction du Forum civique (FC). Ainsi, bien que représenté dans la direction du FC, ils ont maintenu la pression permanente, sans soumettre leur grève et mobilisations aux aléas des négociations sur la formation du gouvernement. Les étudiants ont pris la tête de l'aile la plus radicale du mouvement démocratique de masse. Ils mutiplient les revendications sur le système d'enseignement. Dans cette phase, la cristallisation en courants politiques est encore embryonnaire.

Marian Calfa

Le mois de mobilisations et la préparation de la grève générale du 27 novembre ont suscité la naissance de comités du FC et de comités de grève. Le FC a prononcé le chiffre de 7200 comités de grève et de 900 comités locaux du FC. On peut certainement discuter ces données. Reste qu'elles expriment un début d'auto-organisation. La question est ouverte sur ce que vont devenir ces comités de grève. Vont-ils agir comme comités de vigilance pour assurer l'aboutissement des revendications démocratiques (élections libres, pluralisme etc)? Vont-ils être une médiation pour que s'expriment les besoins des travailleurs face à l'application de la future réforme économique aux mains de Valtr Komarek, un des deux vice-premiers ministres, soutenu par le FC bien qu'issu du PC? La distance est évidente entre la direction publique du FC — unanimement reconnue, mais qui fonctionne en «cercle fermé» à Prague et Bratislava — et les comités du FC et encore plus les travailleurs des entreprises. A l'horizon, c'est le problème de l'emploi qui va être au centre des réformes, dans un pays où l'industrie lourde, en partie obsolète, pèse pour 60% dans le PNB et où l'ouverture au marché mondial ébranlerait une industrie relativement autarcique.

Les revendications démocratiques initiales ont été obtenues ou sont en voie de l'être. Dans la réorganisation des structures de pouvoir reste à traiter la question de présidence de la République, après le retrait obligé de Husak. La mise en place du gouvernement de coalition devrait permettre, selon les voeux de ses participants, de canaliser la poussée de masse jusqu'à ce que s'institutionnalise cette phase du «changement démocratique». L'échéance des élections pour juillet 1990 va contraindre les forces et courants politiques à se profiler. L'hiver et le printemps à Prague ne seront pas tranquilles. ■

J.A. 1000 Lausanne 17

Hofer André
Vue des Alpes 17
2515 Prêles